Les droits des femmes sur Internet

Un projet de recherche sur le rôle du Web dans l'autonomisation des femmes

Rapport sur le Cameroun

Avec le soutien de

21 août 2015

Mission

Internet Sans Frontières est une organisation non gouvernementale basée à Paris qui a pour objectif d'assurer le maintien d'Internet en tant qu'espace de liberté, de création et de coopération sans frontières, aussi bien qu'un outil de développement économique, social et politique.

SIDA, *Swedish International Development Cooperation Agency* (Agence suédoise de coopération internationale au développement) est une agence gouvernementale travaillant pour le compte du parlement et du gouvernement suédois, avec pour mission de réduire la pauvreté dans le monde. Par notre travail et en coopération avec d'autres, nous contribuons à la mise en œuvre de la Politique suédoise pour le développement mondial.

Fondée par l'inventeur du Web, Sir Tim Berners-Lee, la *World Wide Web Foundation* cherche à établir le Web ouvert en tant que bien public mondial et droit fondamental, créant un monde où chacun, partout, peut utiliser le Web pour communiquer, collaborer et innover librement. La World Wide Web Foundation fonctionne au carrefour de la technologie et des droits humains, en ciblant trois domaines clés: accès, voix et participation.

1. Informations générales à propos de l'enquête

Internet Sans Frontières, avec le soutien de la World Wide Web Foundation, a mené une étude sur l'utilisation des TIC sur le web pour l'autonomisation des femmes au Cameroun. L'étude se déroule dans le cadre d'un projet lancé par la World Wide Web Foundation pour comprendre l'état et les raisons de l'utilisation des TIC par les femmes, et dans quelle mesure les grandes attentes placées dans ces nouveaux outils ont eu un impact sur les inégalités entre les sexes dans le monde et particulièrement en Afrique. Le projet traite de l'appel à l'action, en 2013, du Groupe de travail de la Commission Haut Débit de l'ITU (International Telecommunication Union) sur le haut-débit et le genre qui comprend, entre autres, l'intégration des questions de genre dans les politiques nationales de TIC en matière de haut-débit et de TIC, et l'instauration de plans d'action pour aboutir à l'égalité des sexes.

C'est dans ce contexte que le Cameroun, situé en Afrique Centrale, est une localisation intéressante pour étudier l'inclusion des TIC et leur impact sur les droits des femmes [1].

a) Fiche technique sur le Cameroun

Le Cameroun est un pays francophone et anglophone situé à la fin du Golfe de Guinée, limitrophe avec le Nigéria à l'ouest, la Guinée Equatoriale, le Gabon et le Congo au sud, la Centrafrique à l'est et le Tchad au nord-est. La population du pays est de 23 344 millions d'habitants[2] et les deux villes principales sont Yaoundé, la capitale située dans la région Centre et Douala, le coeur économique localisé dans la région Littoral.

Le taux de croissance annuelle du pays était, en 2014 [3], de 5,9 pour cent, un chiffre alimenté par le secteur secondaire et une plus grande offre d'énergie et de produits agricoles. Le Cameroun est, selon la classification de la Banque Mondiale, un pays à faible revenu.

Le dynamisme de son économie a eu un impact sur le taux de pauvreté: 39 pour cent de la population vit sous le seuil national de pauvreté selon les dernières données disponibles sur le sujet [4]; soit 13,4 points de moins qu'en 1996. Cela suggère que dans les termes des objectifs du Millénaire pour le développement[5], adopté en septembre 2000 lors de la 55ème Assemblée Générale des Nations Unies, le Cameroun a progressé.

---

[1] Doubler les opportunités numériques, améliorer l'inclusion des femmes et des filles dans la société de l'information http://www.broadbandcommission.org/workinggroups/pages/bbandgender.aspx

[2] Perspectives démographiques mondiales de l'ONU, Révision 2015 http://esa.un.org/unpd/wpp/DVD/

[3] Les comptes nationaux 2014 – Institut National de la Statistiques du Cameroun http://www.statistics- cameroon.org/news.php?id=290

[4] Institut National de la Statistique du Cameroun

[5] Déclaration du Millénaire des Nations Unies http://www.un.org/millennium/declaration/ares552e.pdf

71,3 pour cent de la population camerounaise est lettrée, 53,82 pour cent de ses habitants sont considérés comme urbains[6]. Le taux d'urbanisation, entre 2010 et 2015, est estimé à 3,6 pour cent de variation annuelle (soit 1 point de moins que le voisin nigérian)[7]. La population urbaine est principalement composées de de jeunes hommes , est la force de travail représente 56,5 pour cent de la population urbaine[8]. La population camerounaise est urbaine et jeune (62 pour cent de la population est âgée entre 0 et 24 ans), ce qui est une base favorable pour l'introduction des TIC.

b) Les TIC au Cameroun

L'Internet pénètre progressivement le territoire camerounais: de 5,70 pour cent en 2010, le taux de pénétration de l'Internet a atteint les 11 pour cent en 2014, ce qui signifie que 11 camerounais sur 100 utilisent Internet.

Comme dans bon nombre de pays Africains, il semble que les téléphones mobiles offrent plus de possibilité que les ordinateurs pour accéder à Internet: une recherche menée en 2013 par Research ICT Africa (Recherche TIC Afrique) montre que seulement 8,5 pour cent des ménages avaient un ordinateur de travail chez eux, et que seulement 1,3 pour cent avait une connexion Internet fonctionnante [9], tandis que la pénétration mobile atteint 80 pour cent de la population, selon l'Autorité de régulation des Télécommunications.[10]

Jusqu'à tout récemment, l'absence de concurrence sur le marché camerounais des télécommunications a freiné les possibilités d'Internet mobile. Avec la mise en place, fin 2014, d'un

---

[6] La définition d'*urbain* varie d'un pays à un autre. Au Cameroun, ce concept est défini par la Loi N° 2004/003 concernant la planification urbaine. Ainsi, selon la loi, le concept d'urbanité est défini comme une aire qui couvre toutes les villes remplissant les trois conditions suivantes: la concentration de bâtiments contigus (section 4-1.); une population d'au moins 2000 habitants (section 4-1.); la présence d'activités visant à promouvoir l'amélioration du cadre de vie, le développement économique et le développement social (section 3).- Voir les données de la Banque mondiale et de l'Université de Sherbrooke: http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/CMR/fr/SP.URB.TOTL.IN.ZS.html

[7] CIA Cameroon Factbook https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2212.html#cm

[8] Voir les dernières données et analyses du Ministère du Logement et du Développement urbain http://www.fun1.cm/index.php?option=com_joomdoc&view=documents&path=resumes-des-communication/etat-des- villes-au-cameroun&Itemid=544&lang=fr

[9] Internet Mobile: Accessibilité à Internet et utilisation dans 11 pays africains http://www.researchictafrica.net/presentations/Presentations/2012percent20Calandropercent20Storkpercent20Gillwaldpercent20-percent20Internetpercent20Goingpercent20Mobile-percent20Internetpercent20accesspercent20andpercent20usagepercent20inpercent20elevenpercent20Africanpercent20countries percent20.pdf

[10] Cameroun: les petits pas du payement par mobile http://www.investiraucameroun.com/telecom/0903-6148- cameroun-les-petits-pas-du-payement-par-telephone-mobile

troisième opérateur mobile et le développement des offres 3G, le marché connaît des changements prometteurs[11].

c) Focus sur le genre

Le Cameroun a signé et ratifié tous les instruments des Nations Unies relatifs à l'égalité des sexes, en particulier les principaux: la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et tous ses protocoles additionnels, ainsi que la Déclaration et le Programme d'action de Pékin. Cette dernière encourage les États signataires à améliorer l'accès des femmes à la formation professionnelle, à la science et à la technologie, et à fournir des services aux entreprises, la formation et l'accès aux marchés, à l'information et à la technologie, notamment aux femmes à faible revenu.

La constitution de 1972, telle que modifiée en 1996, consacre l'égalité entre les sexes et interdit la discrimination.

Le gouvernement a adopté en 2003 un «Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté» comprenant un plan d'action. L'un des objectifs était de renforcer les capacités des ressources humaines et d'intégrer les groupes défavorisés dans le circuit économique, en particulier les femmes. Pour poursuivre ces efforts, le pays a adopté en janvier 2015 sa première politique nationale sur le genre qui comprend la promotion de l'accès égal et équitable des filles et des garçons, des hommes et des femmes à l'éducation, à la formation et à l'information ainsi qu'au renforcement du cadre institutionnel pour la promotion du genre[12].

Malgré des jalons encourageants, la situation des femmes reste décevante dans le pays. Les femmes représentent un peu plus de la moitié de la population[13] (50,53 pour cent). Selon les dernières données de l'UNICEF, le taux d'alphabétisation des femmes est de 76,4 pour cent, soit moins que les hommes (85,4 pour cent) mais supérieur au taux d'alphabétisation de la population mondiale (71 pour cent).

Cependant, les similitudes entre les hommes et les femmes semblent se terminer ici: l'indice de l'inégalité des sexes (GII, Gender Inequality Index) était de 0.622 en 2013, classant le Cameroun à la 138ème place. En effet, les données du GII montrent que les femmes ne détiennent que 16,1 pour cent des sièges au parlement; et 63,3 pour cent des femmes âgées de 15 ans et plus participent à la main-d'œuvre, alors que le chiffre passe à 76,7 pour cent pour les hommes dans les mêmes âges. Le dernier rapport de l'ONU Femmes Cameroun précise que les deux tiers de ces femmes travaillent dans le secteur informel, caractérisé par son instabilité et l'inexistence du droit du travail. Le

---

[11] Cameroun: “Une concurrence aggressive” entraine la baisse des revenus de MTN au 1er semstre 2015 http://www.agenceecofin.com/operateur/0608-31224-cameroun-une-concurrence-agressive-entraine-la-baisse-des- revenus-de-mtn-au-1er-semestre

[12] Politique nationale sur le genre maintenant disponible https://www.cameroon- tribune.cm/index.php?option=com_content&view=article&id=87436:national-gender-policy-now-available&catid=1:politique&Itemid=3

[13] Femmes et hommes au Cameroun : une analyse situationnelle des progrès en matière de genre – Minsitère de la Promotion de la femme et de la Famille http://www.statistics- cameroon.org/downloads/JIF/MINPROFF_Femmes_Hommes_Cameroun_28_02_2012.pdf

rapport ajoute que "dans les zones rurales, bien que représentant la force principale de travail, seulement 4 pour cent des femmes sont propriétaires foncières. [14]»

2. Contexte général des femmes et des TIC au Cameroun: l'écart existant entre les politiques, le droit et l'impact sur les femmes

La mise en œuvre de politiques publiques visant à faciliter et à promouvoir l'accès des femmes aux nouvelles technologies au Cameroun est étroitement liée au système administratif du pays qui, inspiré par le modèle administratif français, est centralisé.

Au Cameroun, les questions de statut social et économique des femmes relèvent de la seule responsabilité d'une administration ministérielle depuis 1984 [15]. Le Ministère de la Femme au Cameroun, supprimé entre 1988 et 1997 en raison de ses faibles moyens financiers, a été remis en 1997 par décret présidentiel. Depuis 2004, le ministère des Femmes est devenu le Ministère de la promotion de la femme et de la famille [16].

Ce ministère est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques relatives aux droits des femmes camerounaises dans la société, de la disparition de toute discrimination contre les femmes et des garanties accrues d'égalité dans les domaines politique, économique, social et culturel.

La mise en œuvre des politiques relatives aux femmes et à Internet est partagée entre deux ministères, le Ministère des Postes et Télécommunications, qui élabore des politiques pour le secteur des télécommunications et le Ministère de la Femme et de la Famille chargé de mettre en œuvre des politiques visant à réduire les inégalités entre les sexes.

Cependant, la mise en œuvre de politiques visant à promouvoir l'accès des femmes aux technologies semble paralysée par cette dichotomie des compétences ministérielles et des intérêts concurrents.

Le montant total du budget national pour 2015 alloué à la promotion générale des actions visant à réduire les inégalités entre les sexes s'élève à 3,874,120 USD[17]. L'analyse des dépenses de ce ministère suggère qu'aucune dépense spécifique pour la promotion de l'accès aux technologies pour les femmes urbaines n'a été envisagée.

Le gouvernement du Cameroun a publié deux rapports d'évaluation décennaux relatifs à la mise en œuvre du programme d'action adopté par l'Organisation des Nations Unies à la quatrième

---

[14] Cameroun: progrès vers l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes – ONU Femmes 2014-2015 http://www.unwomenwestandcentralafrica.com/uploads/2/0/3/3/20331433/_cameroun_report_2014-2015.pdf

[15] En 1984, à l'orée de la deuxième Conférence Mondiale sur les Femmes à Nairobi, le Ministère de la Femme (MINCOF) est créé par le décret N° 1984/29 le 4 février 1984, probablement pour marquer l'intérêt grandissant du gouvernement vis à vis de la question du statut des femmes et du respect des engagements internationaux de la décénnie (1975-1985).

[16] Decret n° 2004/320 du 8 décembre 2004 relatif à l'organisation du nouveau Gouvernement

[17] 2015 Loi de budget http://www.investir-afrique.com/doc_2015/Lois percent20des percent20finances percent20 percent202015 percent20- percent20Cameroun.pdf

Conférence mondiale sur les femmes à Pékin en 1995. L'ordre du jour comprenait déjà, en 1995, l'accès aux nouvelles technologies de l'information[18].

L'analyse de ces rapports fournit un résumé de la politique gouvernementale pour la période 2005-2015 en termes de politiques publiques visant à promouvoir l'accès des femmes aux nouvelles technologies. L'analyse montre que la reconnaissance du problème de l'accès aux nouvelles technologies pour les femmes pauvres de milieux sociaux pauvres est la plupart du temps absente.

Dans le premier rapport du gouvernement camerounais en 2005[19], aucune politique d'action spécifique visant à promouvoir l'accès des femmes à la technologie dans les zones urbaines n'est mentionnée. Cependant, la création de télécentres communautaires dans les zones rurales est soulignée dans le rapport envoyé à l'ONU. Ces télécentres, qui visaient à populariser et développer l'accès aux nouvelles télécommunications, concernent l'ensemble de la population, hommes et femmes, et sont de 112 aujourd'hui.

En 2009, le gouvernement a publié une feuille de route contenant la stratégie et les priorités pour l'émergence du Cameroun d'ici à 2035. La place et le rôle des femmes sont l'une des préoccupations centrales: l'autonomisation sociale et économique des femmes et l'égalité d'accès aux opportunités professionnelles et les rôles politiques figurent parmi les priorités de la stratégie.

Le document de stratégie sur la croissance et l'emploi, élaboré par le gouvernement avec les contributions des citoyens, de la société civile, du secteur privé et des partenaires du développement, inclut aussi en priorité la question du genre, axée sur la réduction de la violence à l'égard des femmes et sur l'aide aux femmes de secteurs ciblés.

Le Cameroun a adopté en 2008 sa politique nationale sur les TIC basée sur 12 piliers prioritaires:
- Développement des ressources humaines
- Améliorer le cadre juridique, réglementaire et institutionnel
- Améliorer l'état de droit et la souveraineté
- Infrastructures de télécommunications
- Développement de réseaux et d'Internet
- Utiliser les TIC pour développer des secteurs sociaux
- Moderniser du public
- Développer un secteur industriel et de services TIC
- Promouvoir un secteur économique concurrentiel
- Valoriser et promouvoir le patrimoine scientifique, culturel et économique
- Intensifier la coopération et établir des partenariats
- Contrôler les coûts et le financement

Le 6e pilier (utilisant les TIC pour développer les secteurs sociaux) s'appuie sur plusieurs stratégies, dont la promotion de la formation des femmes dans les aptitudes et les compétences requises dans l'économie et la société de la connaissance. Il s'agit de la référence unique au genre dans le document.

---

[18] Paragraphe 55 du plan d'action de Pékin: «en particulier dans les pays en développement, la capacité de production des femmes devrait être accrue grâce à l'accès à la technologie, à l'information, à l'assistance technique et à la formation. http://www.un.org/esa/gopher-data/conf/fwcw/off/a--20.en

[19] Cameroun: Ministère des Affaires des Femmes: réponses au questionnaire sur la mise en oeuvre des plates-formes de Dakar er de Pékin, 2005 http://www.un.org/womenwatch/daw/Review/responses/CAMEROON-English.pdf

Pour mettre en œuvre cette politique nationale, deux lois principales et leurs décrets subséquents ont été adoptées. La loi n°2010/013 du 21 décembre 2010 régissant les communications électroniques est le texte de référence pour les TIC au Cameroun. Elle promeut dans son article 4 [20] le «service universel», c'est-à-dire l'accès aux TIC pour tous, sans discrimination. L'Autorité de régulation des Télécommunications (ART) est chargée, entre d'autres responsabilités, d'assurer l'accès non discriminatoire aux TIC au Cameroun.

Bien que le développement des télécommunications soit précisément défini, et que les objectifs soient clairement énoncés, aucun de ces documents ne recoupe cette question avec le genre.

Cette absence est encore plus évidente dans la deuxième partie de la législation relative aux TIC, adoptée suite à la publication de la Politique nationale: la loi n°2010/012 sur la cybersécurité et la cybercriminalité [21] qui définit les infractions commises par l'utilisation des TIC et vise à protéger les droits fondamentaux de l'individu à l'ère numérique. Dans son article 74, la loi protège la vie privée et sanctionne les violations de celle-ci. Le texte réprime les infractions contre les enfants, en particulier les luttes contre la pornographie juvénile, et contient également des dispositions pour réprimer les sollicitations sexuelles entre personnes de même sexe par le biais des TIC.

Mais la violence basée sur le sexe (VBG) n'est pas spécifiquement envisagée dans la loi, et il n'existe pas de dispositions pour criminaliser la violence en ligne ou le harcèlement. Selon les recherches menées dans le cadre de cette étude, cela ne signifie pas que la VBG à travers les TIC n'existe pas au Cameroun: cette enquête, dont les résultats détaillés seront exposés plus loin dans ce document, montre qu'au moins 17 pour cent des femmes interrogées ont fait l'expérience de harcèlement tout en utilisant leur mobile ou Internet, comparativement à 11 pour cent des hommes. De plus, selon l'Institut national de la statistique du Cameroun, plus de la moitié des femmes du pays sont ou ont été victimes de violence physique, et cette dernière est plus fréquente chez les femmes et les filles dans les zones urbaines.

La loi sur la cybercriminalité contient également des dispositions générales permettant l'interception des communications (article 49), la conservation et le stockage des données de trafic (article 25) et l'obligation pour les fournisseurs de réseaux d'aider à intercepter et à stocker les communications électroniques (article 47), ce qui nuit à la vie privée des internautes, y compris les femmes.

Le Cameroun n'a pas fixé d'objectifs clairs et basés sur des chiffres dans le secteur des TIC et des questions de genre. Paradoxalement, cela n'a pas empêché le gouvernement de mettre en œuvre des politiques et des programmes ambitieux pour aider les femmes à profiter des opportunités de l'ère numérique et contribuer ainsi à réduire les inégalités qui affectent ce groupe de la population.

Le deuxième rapport soumis en 2015 aux Nations Unies dans le cadre du Plan d'action de Pékin met l'accent sur la mise en œuvre d'un programme de formation technologique pour 100 000 femmes[22].

---

[20] Version française de la loi: file:///Users/julieowono/Downloads/loi_2010_013_21122010_com_electro.pdf

[21] Version française de la loi http://www.minpostel.gov.cm/images/stories/documents/Loi_2010-012_cybersecurite_cybercriminalite.pdf

[22] Examen national de la mise en oeuvre

En 2002, sous l'égide de la Première Dame Camerounaise, Chantal Biya, et avec l'appui du Ministère des Finances et du Ministère de la Promotion de la Femme, l'Institut Africain d'Informatique du Cameroun a lancé « Opération 100 000 femmes/Horizon 2012 »: l'objectif était de former 100 000 femmes de tous les milieux sociaux et professionnels, dans tout le Cameroun, à l'utilisation des TIC. Une publication basée à Yaoundé a consacré un numéro spécial à l'opération. Un des articles détaille: « des séminaires ont été organisés sur tout le territoire national. Ils ont été structurés en plusieurs séances d'une durée de quatre semaines chacune et d'un mois d'intervalle. Le volume horaire était de 40 heures pour 2 heures par jour. Cependant, dans les zones reculées et éloignées, des formations ont été prévues pour une durée de 4 heures par jour sur une période de deux semaines. (...) Les formations se sont concentrées sur quatre modules principaux: s'initier à l'utilisation de l'ordinateur de bureau; au traitement de texte (Word I); au tableur (Excel I); à l'Internet (Niveau I)[23]. »

En 2012, **103 350 femmes avaient été formées**.

Outre ce programme ambitieux, le pays a récemment annoncé que les centres existants de promotion des femmes (CPF), qui mènent des activités de formation et de renforcement des capacités techniques dans divers secteurs (TIC, agriculture, hôtellerie, gestion, etc.) pour l'insertion et la réintégration économique des femmes et des filles, seront reliés à Internet. En effet, le Ministère des Postes et Télécommunications, chargé de la politique TIC du Cameroun et le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille ont signé un accord pour équiper ces centres, disséminés dans tout le pays, avec des ordinateurs et une connexion Internet haut-débit[24].

En 2012, le Ministère de la Femme a mené une étude quantitative dans tout le Cameroun afin d'évaluer l'efficacité des programmes de formation gouvernementaux dans les CPF. Le Ministère a accepté de partager certaines informations critiques aux fins du présent rapport. Sa direction de la promotion économique de la Femme et de la Famille couvrait les 91 centres diffusés dans les 10 régions administratives du Cameroun. L'étude a évalué en particulier le nombre de femmes formées, dans ce qu'elles ont été formées et le nombre de personnes qui ont été recrutées ou ont démarrées une activité économique après le programme de formation entre 2004 et 2011:

- 10 846 femmes et filles ont été formées dans les centres
- 32 pour cent (3494) de ces femmes et filles ont reçu une formation en TIC
- 13 pour cent des femmes et des filles étaient considérées comme économiquement intégrées après la fin de leur formation. L'on ne sait pas précisément dans quels secteurs elles ont trouvé des opportunités économiques (TIC, agriculture, hôtellerie, autres)

Selon l'étude du ministère de la Femme, **la formation en TIC est l'une des plus demandées par les femmes et les filles dans les CPF**. **Cet intérêt suggère fortement qu'il y a réellement un potentiel pour l'autonomisation économique des femmes, même si les TIC**, s'il existe une formation appropriée. Dans cette mesure, la Direction de la promotion économique de la Femme et de la Famille recommande que le Ministère «organise des séminaires pour les directeurs de CPF afin de stimuler leur créativité et leur dynamisme».

---

[23] Yaoundé C'Koment – Spécial IAI http://www.yaoundeckoment.com/wp-content/uploads/2015/06/YCKHorsSerie.pdf

[24] Cameroun: la centaine de Centres de Promotion de la Femme et de la Famille sera connectée à l'Internet http://www.investiraucameroun.com/telecom/1208-6601-cameroun-la-centaine-de-centres-de-promotion-de-la-femme- et-de-la-famille-sera-connectee-a-l-internet

En lisant cette évaluation, l'on serait tenté de conclure que l'autonomisation à travers les TIC est une réalité au Cameroun. Plusieurs acteurs interviewés pour l'étude ne partagent pas entièrement la conclusion.

Delphine Nana est la présidente et coordinatrice générale du Centre féminin pour la promotion du développement (CEFEPROD), et elle a représenté le Cameroun à la Conférence de Pékin sur les femmes de 1995. En tant que membre de l'Agence nationale pour les TIC (ANTIC) pour la société civile, elle constate qu'il existe un fossé entre les efforts actuels et encourageants et leur impact réel dans la vie des femmes, ce qui résulte probablement du manque de suivi des compétences acquises par les femmes. En effet, l'alphabétisation numérique demeure un problème. Cette information est confirmée par notre enquête (pour 26 pour cent des femmes, la principale raison de ne pas utiliser Internet plus souvent est qu'elles ne savent pas comment l'utiliser). Le Ministère de la Femme semble partager cette évaluation: dans l'étude susmentionnée, la Direction de la promotion économique de la Femme et de la Famille note que «les directeurs des centres de promotion des la femme et de la famille ont été chargés d'assurer le suivi des femmes et des filles formées, afin d'avoir des données plus précises sur le taux d'intégration professionnelle et économique».

Delphine Nana note un autre obstacle qui empêche les femmes de libérer le potentiel des TIC sur le web: la question de l'énergie, car le Cameroun est sujet à de fréquentes coupures d'électricité.

Marie Mballa Biloa, présidente de l'Association de Bayam Sellam (vendeuses ambulantes) du Cameroun, confirme que les efforts actuels n'ont peut-être pas complètement abordé la question de l'alphabétisation numérique. Elle ajoute qu'un autre obstacle important qui empêche les femmes d'utiliser plus l'Internet au Cameroun réside dans le prix: «Internet est encore un luxe pour beaucoup de femmes et de familles au Cameroun. »

L'explication possible de cet écart entre les efforts gouvernementaux et leur impact réel est financière. Dans son examen de la mise en œuvre du plan d'action de Pékin en 2015, le gouvernement camerounais a admis que «les ressources insuffisantes conduisent à des politiques qui ne tiennent pas compte de la réalité et se limitent à de simples intentions[25].» Avec la montée de la menace de Boko Haram, qui mobilise les ressources du pays, les finances resteront sans aucun doute un sujet de préoccupation.

Néanmoins, le Cameroun peut compter sur sa société civile créative et novatrice pour agir où l'État peut sembler lent à produire des résultats. Le CEFEPROD, par exemple, vient de lancer Gender TV, une web-TV qui vise à diffuser l'information sur les droits des femmes et les TIC. Mais il y a d'autres organisations, comme Africa IT Women, dont la co-fondatrice, Axelle Nzia, a participé à cette étude. Africa IT Women cible spécifiquement les jeunes femmes qui ont un diplôme d'études tertiaires, qu'elles soient employées ou non. Le programme offre aux filles et aux jeunes femmes une formation en langues informatiques, un programme de mentorat qui relie les filles à d'autres femmes ayant réussi dans le domaine des TIC, afin d'aider les filles dans la demande à concevoir et mettre en œuvre un projet commercial développé grâce aux TIC dans un incubateur (à Douala, ActivSpaces). Malheureusement, la marge de manoeuvre de ces organisations est proportionnelle aux moyens financiers qu'elles ont, c'est-à-dire très limitées.

---

[25] Examen national du Cameroun dans la mise en oeuvre de la déclaration et du programme d'action de Pékin (1995) et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'assemblée générale (2000) dans le contexte du 20è anniversaire de la quatrième conférence mondiale sur les femmes et de l'adoption de la déclaration et du programme d'action de Pékin en 2015 http://www.unwomen.org/~/media/headquarters/attachments/sections/csw/59/national_reviews/cameroon_review_be ijing20.ashx

3. Méthodologie de l'enquête

La World Wide Web Foundation a chargé Ipsos MORI de mener un sondage en face-à-face en milieu urbain dans 10 pays. L'enquête a été menée dans les capitales ou les principaux centres économiques de chaque pays, notamment: Le Caire, Égypte; Bogota, Colombie; Jakarta, Indonésie; Kampala, Ouganda; Lagos, Nigéria; Manille, Philippines; Maputo, Mozambique; Nairobi, Kenya; New Delhi, Inde; et Yaoundé, Cameroun.

Un échantillon de 1 000 entrevues en face-à-face a été réalisé avec 250 hommes et 750 femmes âgées de 18 à 60 ans et vivant dans des zones urbaines pauvres. L'objectif était de collecter des données sur les femmes, d'où le plus grand échantillon de femmes et un plus petit échantillon d'hommes. Ce dernier, quoique relativement petit, est utile à des fins de comparaison et fournit une indication de l'écart entre les sexes dans les TIC et l'utilisation de l'Internet dans chaque ville.

Enquêtes qualitatives
En plus de notre enquête, nous avons conçu et réalisé des recherches qualitatives; sont inclus:
- des entretiens avec des hauts fonctionnaires du Ministère de la promotion de la Femme
- des entretiens avec des hauts fonctionnaires du Ministère de la Communication
- des entretiens avec des hauts fonctionnaires du Ministère des relations extérieures
- des entretiens avec des hauts représentants de la police à Yaoundé
- un entretien avec le bureau de l'ONU Femmes au Cameroun
- un entretien avec un magistrat d'un tribunal de la région de l'Ouest
- des entretiens avec d'éminentes femmes actrices d'organisations de la société civile
- des entretiens avec une personnalité politique de premier plan au Cameroun
- des discussions avec des femmes membres de l'association camerounaise des vendeurs ambulants
- des discussion avec un professionnel des médias à Douala
- des entretiens avec des avocats au Cameroun

L'équipe a essayé autant que possible de mener l'étude qualitative auprès des femmes, issues de divers milieux sociaux et économiques, instruites ou non. Il nous semblait que les femmes seraient plus conscientes des inégalités qui affectent leur groupe.

La recherche qualitative visait à:
A) Compléter les données de l'enquête par des techniques narratives et ethnographiques
B) Approfondir les thèmes spécifiques identifiés comme prioritaires par les pays partenaires
C) Accorder une meilleure compréhension qualitative des enjeux stratégiques prioritaires des droits des femmes en ligne.

4. Analyse des données et discussion des résultats

Le Cameroun a déployé des efforts pour réduire l'écart numérique entre sa population, en particulier entre les hommes et les femmes. Alors que sur le papier les résultats semblent étonnants, il est intéressant de voir comment ces actions se traduisent par un changement effectif.

Justement, les 103 350 femmes formées à l'utilisation des TIC par l'IAI ont-elles bénéficié d'un impact positif sur leur autonomisation dans les zones urbaines pauvres du pays? Ou y a-t-il d'autres facteurs à prendre en compte lors de l'élaboration des politiques?

L'enquête menée en 2015 à Yaoundé sur un panel de 779 femmes et 275 hommes apporte quelques réponses à partir de dynamiques intéressantes soulignées grâce aux données.

Avant de creuser plus profondément dans les données, il est important de comprendre qui étaient les personnes interrogées.

a) Les personnes interviewées

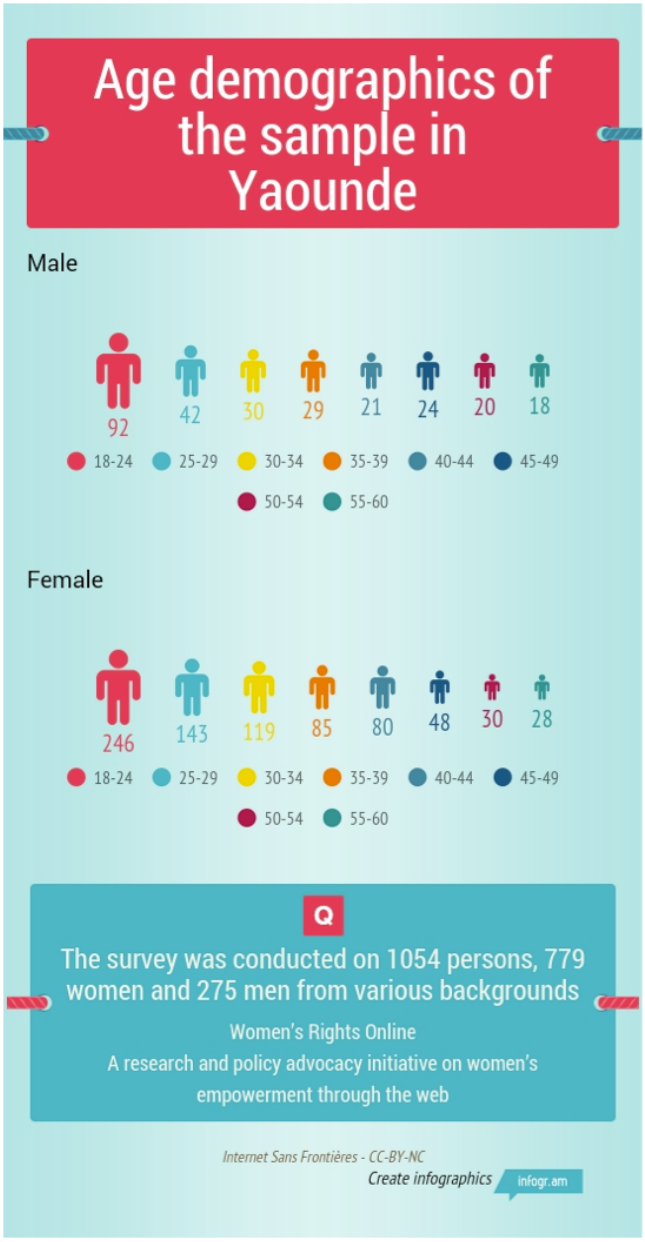
L'enquête a porté sur 1054 personnes, 779 femmes et 275 hommes de divers milieux:

- Jeunes et personnes âgées: 50 pour cent ont entre 18 et 29 ans, ce qui correspond à peu près à la proportion de jeunes au Cameroun. 14 pour cent âgés de 30 à 34 ans, 11 pour cent de 35 à 39 ans, 10 pour cent âgés de 40 à 44 ans, 7 pour cent âgés de 45 à 49 ans et 9 pour cent âgés de 50 à 60 ans:

- Personnes formées: la plupart des personnes interrogées ont un enseignement secondaire (50 pour cent du panel) et 17 pour cent ont un enseignement tertiaire. Ceci confirme une autre mesure mise en évidence dans l'introduction de la présente étude: le taux d'alphabétisation élevé au Cameroun.

- 48 pour cent du panel est marié ou a un partenaire, 47 pour cent est célibataire.

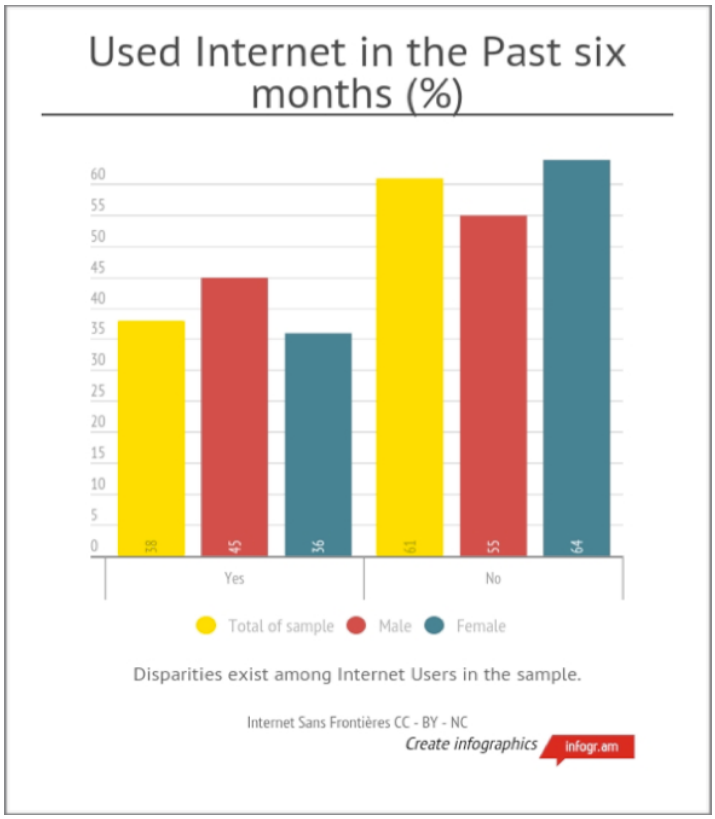
- Alors que la majorité des travailleurs indépendants (32 pour cent) et 8 pour cent sont salariés, 5**3 pour cent n'avaient pas de revenus au moment de l'enquête**. Le résultat est encore pire chez les femmes: **58 pour cent d'entre elles n'avaient pas de revenus au moment de l'enquête, dont 91 pour cent n'avaient pas gagné de revenus au cours des trois derniers mois (82 pour cent des hommes)**. Pour ceux qui gagnent actuellement un revenu, 90 pour cent sont payés en espèces, ce qui suggère qu'ils travaillent dans le secteur informel (les données vont jusqu'à 93 pour cent des femmes qui sont payées en espèces. Cela suggère aussi qu'ils sont principalement issus de milieux sociaux pauvres: 78 pour cent des personnes interrogées ne possèdent pas de mode de transport, 77 pour cent ont un sol en ciment dans leur maison.



Population par âge et sexe de l'échantillon de Yaoundé

Sur l'utilisation d'Internet, une certaine dynamique apparaît:

38 pour cent des membres du groupe ont consulté Internet au cours des six derniers mois: 45 pour cent des hommes l'ont fait tandis que seulement 36 pour cent des femmes l'ont fait.



Proportion ayant utilisé Internet dans les 6 derniers mois on ayant utilisé Internet dans les 6 derniers mois

45 pour cent des internautes ont entre 18 et 24 ans, 40,5 pour cent avaient un diplôme d'études secondaires, 32,8 pour cent avaient un diplôme d'études tertiaires, et seulement 1 pour cent avaient un niveau d'éducation primaire: cela confirme que l'éducation est importante pour l'accès à Internet mais pas nécessairement un haut niveau d'éducation.

97 pour cent du panel possède un mobile personnel, mais seulement 39 pour cent des propriétaires mobiles ont utilisé l'Internet au cours des six derniers mois. Ce chiffre semble tempérer toutes les attentes placées dans la capacité du mobile à influencer la pénétration d'Internet dans le pays, **en ce qui concerne les urbains pauvres.**

Malgré le fait que la majorité du panel possède un téléphone mobile, est éduqué et jeune, la plupart ne sont pas des utilisateurs d'Internet (61 pour cent). Cela est particulièrement vrai pour la plupart des femmes.

b) Panorama de l'accès à l'information au Cameroun

<u>Différences entre les sexes dans la façon dont, où et pourquoi les femmes et les hommes utilisent la technologie et l'Internet</u>

405 personnes du panel sont des internautes (38 pour cent), mais il y a moins de femmes internautes que d'hommes: 45 pour cent des hommes et seulement 36 pour cent des femmes ont utilisé Internet au cours des six derniers mois.

Les deux sexes n'ont pas accès et n'utilisent pas Internet de la même manière:

Mobile: 97 pour cent des hommes et des femmes possèdent un mobile personnel et 98 pour cent l'utilisent tous les jours ou presque tous les jours (2-4 jours par semaine).
Un tiers du panel possède un Smartphone: 35 pour cent des femmes et 30 pour cent des hommes.

▶ Les deux sexes possèdent un moyen d'accès facile à Internet. Mais ils ne l'utilisent pas nécessairement à cette fin.

En effet, **32 pour cent des hommes utilisent leur mobile pour des appels / SMS et des services Internet, alors que seulement 23 pour cent des femmes le font. Au contraire, les femmes utilisent plus leur mobile pour des appel téléphonique ou SMS (53 pour cent) et seulement 46 pour cent des hommes le font**. Cela fait écho au fait que seulement 39 pour cent des propriétaires mobiles utilisent Internet.

Est-ce que cela suggère que les gens utilisent plus le PC pour accéder à l'Internet et l'utiliser?

52 pour cent des hommes ont utilisé un PC au cours des six derniers mois, alors que seulement 39 pour cent des femmes l'ont fait. 78 pour cent des hommes et des femmes qui utilisent Internet ont utilisé un PC au cours des six derniers mois. **Un détail des données montre que le PC n'est pas nécessairement le principal moyen d'accès à Internet**.

Focus sur ceux qui ont eu accès à Internet pendant les six derniers mois:

- 72 pour cent l'ont fait à partir de leur mobile tous les jours ou bien quelques jours dans la semaine (2-4 jours): en approfondissant l'analyse, 57 pour cent des hommes qui ont accédé à Internet au cours des 6 derniers mois via leur mobile personnel le faisaient tous les jours ou alors presque tous et c'est exactement la même proportion pour les femmes.

- la tendance est à l'inverse pour ceux qui ont accédé à Internet via le telephone portable de quelqu'un d'autre: 71 pour cent n'ont jamais ou presque jamais accédé à Internet en utilisant le telephone de quelqu'un d'autre au cours des six derniers mois (70 pour cent des hommes, 72 pour cent pour des femmes)

- seulement 30 pour cent de ceux qui ont accédé Internet au cours des six derniers mois l'ont fait avec un ordinateur personnel (ordinateur portable, tablette, ordinateur de bureau): plus précisément, 26 pour cent des hommes ont accédé à Internet en utilisant un ordinateur personnel tous les jours ou presque tous les jours, tandis que seulement 16 pour cent des femmes l'ont fait.

Nous voyons ici une première tendance se dégager: **hommes comme femmes accèdent le Web en utilisant un mobile dans les mêmes proportions, mais cela change dès que l'usage concerne un ordinateur personnel.**

- Une autre donnée intéressante est la proportion de ceux qui accèdent à Internet via un ordinateur public à accès payant (Café Internet): 21 pour cent des personnes ayant accès à Internet au cours des six derniers mois ont utilisé un ordinateur public de cybercafé tous les jours ou presque tous les jours, tandis que 55 pour cent ne l'ont jamais ou presque jamais fait: 41 pour cent des femmes l'utilisaient tous les jours jusqu'à dix jours par mois contre 55 pour cent des hommes. De plus, peu de jeunes personnes âgées de 18 à 24 ans utilisaient des ordinateurs publics avec un accès payant tous les jours jusqu'à dix jours pour accéder à Internet au cours des six derniers mois: 77 pour cent le faisaient via mobile, mais seulement 50 pour cent le faisaient via des ordinateurs publics avec accès payant.

Étude de cas: l'accès à Internet mobile est maintenant moins coûteux que l'achat d'accès dans un cybercafé

À la fin de l'année 2014, l'opérateur Nexttel a lancé les premiers services 3G au Cameroun, suivi début 2015 par Orange et MTN, deux des principaux acteurs du marché mobile camerounais. La concurrence qui en a résulté a considérablement réduit le coût de l'accès Internet via mobile au Cameroun: pour 100 francs CFA, 50 Mb de données sont disponibles chez Orange (valables 24 heures) et 30 Mb chez Nexttel (valables 25 heures). 200 francs CFA permettent 100Mb de navigation sur Internet à

MTN. Cela est nettement moins cher par rapport aux tarifs des cybercafés à Douala ou à Yaoundé (300 francs/h).

- 78 pour cent de ceux qui ont accès à Internet au cours des six derniers mois n'ont jamais ou presque jamais fait cela à partir d'un ordinateur public avec Internet gratuit, pas même les étudiants (76 pour cent n'ont jamais ou presque jamais accès à l'aide d'un ordinateur public avec Internet gratuit). Cela suggère fortement qu'il n'y a pas d'allocation de politique pour le public et le libre accès.

Il apparaît clairement que malgré le fait qu'elles possèdent des outils technologiques, les femmes utilisent moins l'Internet que les hommes. Leur téléphone mobile leur permet principalement d'appeler et d'envoyer des SMS. Cette conclusion met en évidence l'urgence d'agir sur la définition d'objectifs clairs, basés sur des chiffres et réalisables pour réduire l'écart numérique entre les hommes et les femmes.

Pour ce faire, il est important de comprendre les obstacles qui empêchent actuellement les femmes d'utiliser plus Internet.

Obstacles rencontrés par les femmes pour accéder et utiliser le Web

64 pour cent des femmes interrogées n'ont pas utilisé Internet au cours des six derniers mois, contre 55 pour cent des hommes. Il semble que les femmes plus jeunes sont plus susceptibles d'utiliser Internet que les plus âgées. En effet, parmi les 38 pour cent d'hommes et de femmes qui ont accédé à Internet au cours des six derniers mois, 54 pour cent des personnes âgées de 18 à 24 ans, 47 pour cent de 25 à 29 ans, 35 pour cent de 30 à 34 ans , et les données chuttent à 17 pour cent des 40 à 44 ans.

Les femmes n'utilisent pas beaucoup le PC: seulement 39 pour cent d'entre elles ont utilisé un PC au cours des six derniers mois.

Lorsqu'on leur demande pourquoi elles n'utilisent pas Internet plus souvent:

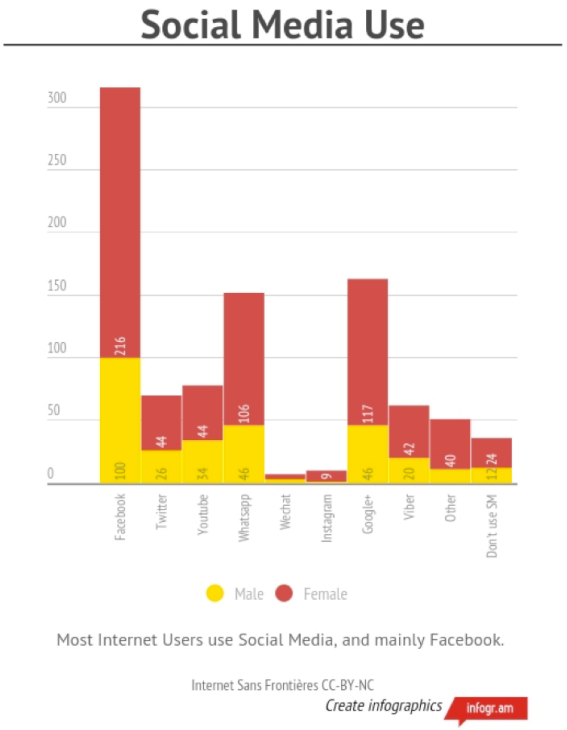
- 26 pour cent des femmes ont répondu que la raison la plus importante est qu'elles ne savent pas comment l'utiliser (contre 13 pour cent des hommes)
- 17 pour cent des femmes ont dit que la raison la plus importante pour ne pas utiliser Internet, est qu'il est trop cher (contre 32 pour cent des hommes). Le coût vient en second lieu pour les femmes. Cette information peut être croisée avec une autre donnée: si 83 pour cent des femmes paient pour leur accès à Internet, les 13 pour cent de personnes qui ont des partenaires payant pour leur accès sont des femmes. Cela pourrait être un signe de la société patriarcale que le Cameroun est, comme l'a souligné le gouvernement camerounais lui-même: lorsqu'on lui a demandé en 2015 lors de l'examen de l'implémentation du plan d'action de Beijing, quels sont les principaux obstacles à l'égalité des sexes au Cameroun? «***Les obstacles socioculturels, qui sont le corollaire d'une organisation sociale patriarcale***»
- 18 pour cent des femmes ont répondu que la raison la plus importante est qu'elles n'ont pas le temps (seulement 10 pour cent des hommes). Cela pourrait être lié au fait que les femmes sont en charge des tâches ménagères. Selon un sondage réalisé en 2007 par l'Institut national camerounais de statistique, les femmes consacraient en moyenne 17 heures par semaine à des travaux ménagers, tandis qu'il en est de 9 heures pour les hommes, soit une différence de près de huit heures (voir p.7 de l'enquête).

L'alphabétisation numérique est donc le principal obstacle à l'accès et à l'utilisation de l'Internet par les femmes. Elle est définie comme étant «*la capacité de trouver, d'évaluer, d'utiliser, de partager et de créer du contenu en utilisant les technologies de l'information et Internet*[26]». L'alphabétisation numérique va donc au-delà de la capacité unique de se connecter à Internet, et implique également la capacité de l'utiliser dans beaucoup de ses possibilités.

À cet égard, il existe des disparités marquées entre les sexes dans l'utilisation d'Internet par les hommes et les femmes.

Sur les 36 pour cent des femmes qui ont accédé à Internet au cours des six derniers mois, 62 pour cent ont une adresse mèl de travail, qu'elles soient jeunes ou plus âgées. La plupart d'entre elles sont des utilisatrices de réseaux sociaux, bien qu'elles n'utilisent pas ces réseaux dans les mêmes proportions et aux mêmes fins:

- 77 pour cent des femmes utilisent Facebook, ce qui est proche des 81 pour cent des hommes (78 pour cent de l'ensemble du panel). 70 pour cent des femmes utilisent Facebook tous les jours ou presque tous les jours, alors que 68 pour cent des hommes le font
- Google Plus est le deuxième réseau social le plus populaire parmi les personnes interrogées: 37 pour cent des femmes l'utilisent (37 pour cent des hommes, 40 pour cent de l'ensemble du panel)
- Whatsapp a également gagné en popularité, 38 pour cent des femmes l'utilisent (37 pour cent des hommes, 38 pour cent de la population globale)
- Twitter est utilisé par 16 pour cent des femmes, et par 21 pour cent des hommes
- YouTube est utilisé par 16 pour cent des femmes et 28 pour cent des hommes



Utilisation des réseaux sociaux

[26] https://digitalliteracy.cornell.edu/

Étude de cas: Whatsapp et la sécurité des femmes au Cameroun

Whatsapp a été récemment au centre d'une controverse dans le pays: le 22 juin 2015, un corps de jeune femme a été trouvé dans son sang, près de sa maison. Malgré les enquêtes menées actuellement par la Force Publique, des rumeurs ont commencé à circuler rapidement sur le fait que la jeune dame faisait partie du groupe privé créé sur WhatsApp, «Golden Group Whatsapp», sur lequel les jeunes Camerounais célèbres et riches attirent les jeunes femmes en les invitant dans un lieu secret pour prendre part aux orgies. Bien que non vérifiées, les rumeurs ont conduit deux des artistes les plus célèbres actuels au Cameroun, qui ont été soulignés en tant que membres du groupe de réseau social, à organiser une conférence de presse: ils ont rejeté les spéculations sur leur participation et ont profité de l'occasion pour avertir les jeunes femmes sur « les dangers des réseaux sociaux, et Whatsapp en particulier».

À ce jour, il n'y a eu aucune déclaration officielle sur les événements qui ont mené à la mort de la Gaëlle Tatiana Medjo. Néanmoins, cette histoire est intéressante pour notre étude: elle confirme en effet l'enthousiasme pour les réseaux sociaux, Whatsapp dans ce cas, au Cameroun, en tant que moyen de communiquer avec des amis anciens et nouveaux, mais montre également que la conversation sur la sécurité des femmes au Cameroun à l'ère numérique est perçue comme significative.

Les différences dans l'utilisation des médias sociaux donnent un aperçu des raisons pour lesquelles les femmes et les hommes les utilisent:

- 89 pour cent des hommes et 81 pour cent des femmes les utilisent pour rester en contact avec leurs amis et leur famille

- 55 pour cent des femmes pour se connecter avec de nouveaux amis (45 pour cent des hommes)

- alors que s'informer des derniers débats politiques et sociaux est la troisième raison pour laquelle les personnes interrogées utilisent les médias sociaux, c'est seulement la quatrième raison pour les femmes (28 pour cent) et la troisième pour les hommes (38 pour cent). Cela met en évidence le fait que les hommes semblent plus politiques en ligne que les femmes: les hommes, pour 41 pour cent d'entre eux, sont très attachés à publier des commentaires sur la politique tandis que les femmes ne sont que 29 pour cent à le faire. 22 pour cent des hommes ont utilisé les médias sociaux pour exprimer leur vision politique alors que seulement 11 pour cent des femmes le font. Cette tendance est aussi vérifiable dans « la vie réelle », comme illustré plus tard dans ce rapport

- seulement 22 pour cent des femmes utilisent les réseaux sociaux pour trouver des opportunités génératrices de revenus ou pour réseauter (les données sont les mêmes chez les hommes: 23 pour cent d'entre eux utilisent les réseaux sociaux pour établir des réseaux ou trouver des opportunités). Cela est confirmé par d'autres données: pour 45 pour cent de ceux qui ont utilisé Internet au cours des six derniers mois, Internet ne leur a pas permis d'augmenter leur revenu: la question est plus profond pour les femmes, 51 pour cent n'ont pas vu l'impact d'Internet sur leurs revenus, alors que seulement 31 pour cent des hommes le disent.

Nous constatons clairement que l'écart en matière d'alphabétisme numérique déploie ses effets de diverses manières: non seulement les femmes ne savent pas comment se connecter à Internet, mais aussi qu'elles ont probablement des moyens plus limités pour utiliser Internet et ses outils.
Le prix de l'Internet est la raison la plus importante pour ne pas accéder à Internet pour 17 pour cent des femmes:
87 pour cent des femmes qui utilisent Internet payent leur propre accès à Internet: 22 pour cent d'entre elles ont dépensé plus de 1000 francs CFA la semaine précédant leur entrevue, 23 pour cent entre 501 et 1000 francs et 20 pour cent 251-500 francs.

Le salaire minimum s'élève à 36270 francs CFA par mois, soit environ 9 000 francs par semaine. Dépenser 1000 francs sur l'accès à Internet équivaut à dépenser 10 pour cent de votre revenu hebdomadaire.
Paradoxalement, 58 pour cent des femmes ont dit qu'elles avaient des revenus au moment de l'enquête, dont 91 pour cent n'avaient pas gagné de revenu au cours des trois derniers mois!

De toute évidence, la question de l'abordabilité devrait être prise en considération quand on traite avec les femmes et les TIC, car les femmes sont plus exposées qu'aux hommes à la pauvreté et au chômage.

Enfin, l'auto-discrimination pourrait être une autre explication des disparités entre l'accès à Internet et l'utilisation par les hommes et les femmes.

En effet, lorsqu'on leur a demandé leur opinion sur l'affirmation suivante: «les hommes ont une priorité sur les femmes d'avoir accès à Internet», seulement 50 pour cent des femmes ont dit qu'elles étaient fortement en désaccord. C'est aussi une légère majorité des femmes, 54 pour cent, qui est fortement en désaccord avec l'affirmation suivante: «les femmes devraient être limitées à l'utilisation d'Internet dans des lieux publics de leur propre chef». Mais une grande majorité de femmes, 62 pour cent, sont fortement en désaccord lorsqu'on leur demande si «les hommes ont la responsabilité de limiter ce à quoi les femmes ont accès sur Internet».

Cela suggère que les femmes des zones urbaines pauvres ont intériorisé l'idée qu'il devrait y avoir un traitement différent entre les hommes et les femmes quand il s'agit d'Internet. Axelle Nzia, la coordonnatrice des femmes de l'Afrique IT, souligne également l'auto-discrimination. Elle a dit à l'équipe de recherche qu'une partie de la discrimination existante est due au fait que les femmes manquent de confiance en elles-mêmes et supposent qu'elles ne sont pas aptes à occuper des emplois dans le secteur des TIC.

Conclusion du paragraphe: les femmes accèdent et utilisent Internet moins que les hommes, principalement en raison de leur faible connaissance numérique et en raison du prix.

c) L'autonomisation des femmes par le Web au Cameroun

Interaction sociale

En plus d'utiliser les médias sociaux, dont la majorité des répondants utilisent Facebook, les femmes et les hommes interrogés au Cameroun les utilisent principalement pour se connecter avec de nouvelles personnes ou rester en contact avec les amis et la famille:

- 68 pour cent des femmes qui utilisent l'Internet supposent qu'il est très précieux ou précieux pour obtenir de l'aide et du soutien émotionnel ou des conseils pratiques sur les défis auxquels l'on fait face dans la vie (par exemple, la dépression, la nutrition, l'exercice, des conseils sur les différentes relations)

- plus d'hommes (42 pour cent d'entre eux) pensent qu'il est très utile d'aider à l'école ou autres activités éducatives

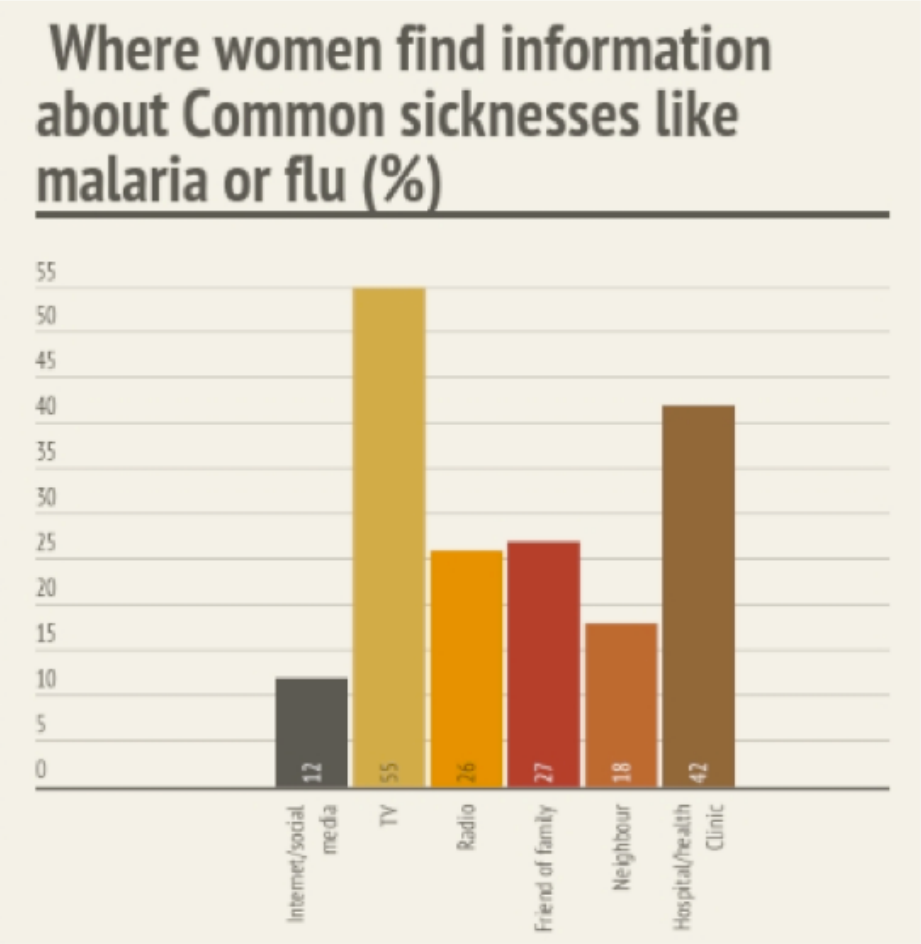
- 38 pour cent des hommes interrogés pensent que l'Internet est très précieux pour télécharger de la musique, des films (contre 24 pour cent des femmes)

- 41 des hommes pensent que l'Internet est précieux pour publier des commentaires sur les questions politiques, économiques et sociales dont ils se soucient (contre 29 pour cent des femmes)

48 pour cent des femmes qui ont utilisé Internet au cours des six derniers mois ont suivi ou ouvert un lien de Facebook dirigeant sur une page extérieure tous les jours ou presque tous les jours, alors que 34 pour cent n'en ont jamais ou presque jamais eues l'occasion.

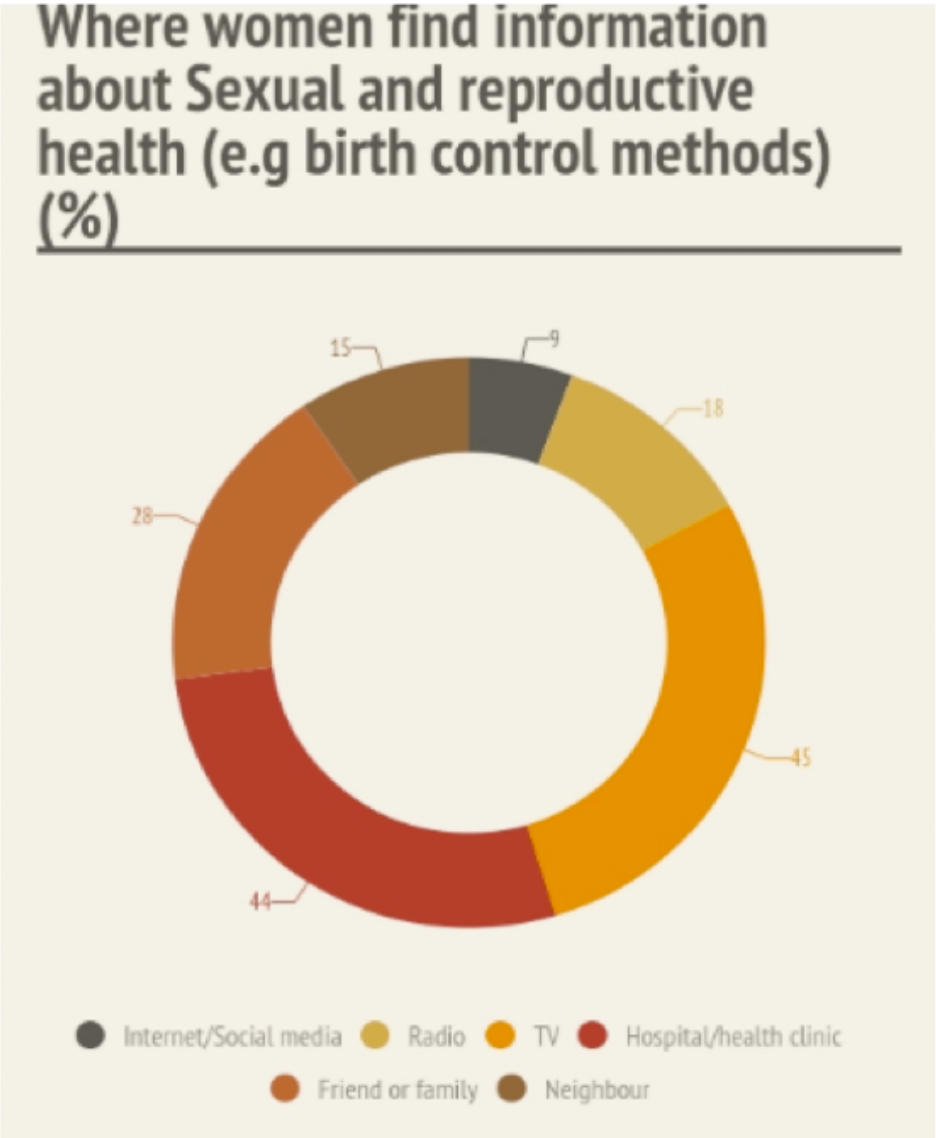
Cela suggère que les femmes visitent principalement Facebook sur Internet, mais ne restent pas que sur Facebook. **Cela pourrait également signifier que la plate-forme principale sur laquelle elles sont susceptibles d'obtenir du contenu sur Internet est Facebook**.

En dépit d'être perçu comme précieux pour obtenir de l'aide, du soutien émotionnel ou des conseils pratiques, Internet n'est pas l'endroit où les femmes cherchent et trouvent des informations sur la santé:
- seulement 12 pour cent des femmes trouvent des informations sur les maladies courantes sur



Lieux où les femmes trouvent des informations sur les maladies courantes, telles que le paludisme ou la grippe

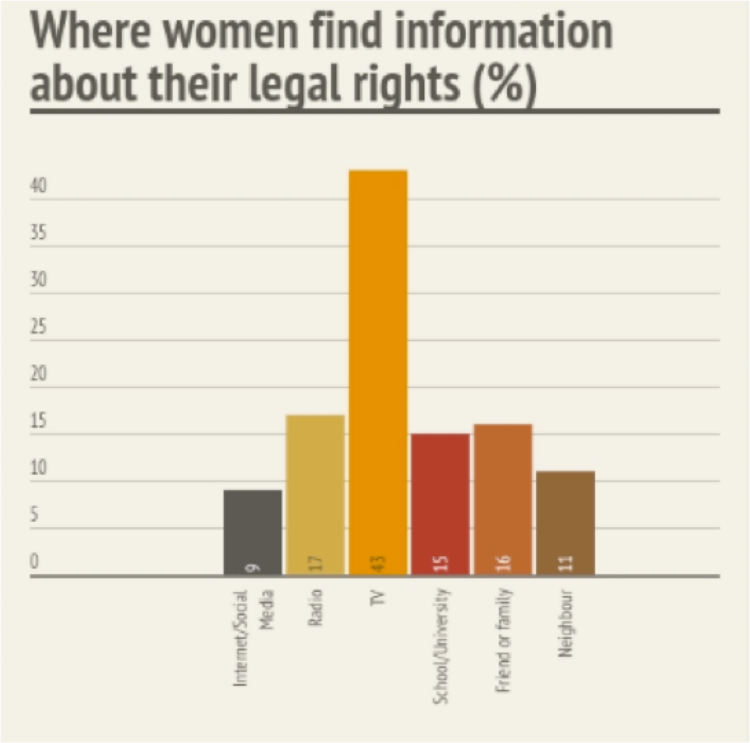
Internet, contre 55 pour cent à la télévision, 42 pour cent des hôpitaux et 27 pour cent de la famille;



Lieux où les femmes trouvent des informations sur la santé sexuelle et reproductive (ex: contraception)

- 9 pour cent des femmes trouvent des informations sur la consommation de drogues et d'alcool sur Internet, 50 pour cent à la télévision, 22 pour cent à la radio, 19 pour cent d'un ami ou de leur famille et 20 pour cent de leur voisin; 9 pour cent trouvent des informations sur la santé sexuelle et reproductive sur Internet, 18 pour cent à la radio, 45 pour cent à la télévision, 44 pour cent dans les hôpitaux et 28 pour cent pour les amis ou la famille.

Les statistiques sont assez semblables en ce qui concerne l'information sur leurs droits: les femmes obtiennent pour la plupart des informations à la télévision (43 pour cent des femmes), à la radio (17 pour cent des femmes) ou chez les amis et la famille (16 pour cent).



Lieux où les femmes trouvent des informations à propos de leurs droits

Les médias traditionnels, comme la TV et la radio, ainsi que l'entourage, sont toujours les sources principales d'information pour les femmes.

Agence pour la sécurité des femmes

Etude de cas: comment les femmes cherchent et trouvent l'information, une perspective professionnelle des médias

Carole Leuwe est la rédactrice en chef de Radio Nostalgie Cameroun, l'une des stations de radio les plus populaires de Douala. En tant que professionnelle des médias, qui accueille un spectacle sur les questions de santé, elle constate que la télévision et la radio sont toujours les meilleurs endroits pour obtenir des informations sur leurs droits et leur santé:

«Les publicités et les messages courts diffusés à la radio et à la télévision fonctionnent mieux et touchent plus de femmes. Bien qu'il soit également à noter que de nos jours les demandes permettent d'avoir des informations relatives à la santé (localisation des pharmacies, accès aux médecins, soins à domicile, etc.). Les organisations de la société civile utilisent de plus en plus de nouveaux médias pour atteindre leur public, mais la télévision reste le meilleur vecteur d'information. En ce qui concerne leurs droits, les femmes trouveront facilement de l'information lorsqu'elles se sentent concernées: par exemple, le droit des veuves, la violence contre les femmes, ces femmes voudront acquérir l'information par elles-mêmes. La façon la plus efficace d'atteindre les femmes est d'aborder les associations de défense des droits des femmes et d'avoir une plate-forme permettant d'envoyer des SMS aux membres. Aussi, il faut multiplier et populariser les sites et les applications sur les droits des femmes. Enfin, il faut enseigner aux femmes comment mieux utiliser l'Internet.»

Comme vu ci-dessus, les femmes cherchent et trouvent surtout des informations relatives aux droits à la télévision, à la radio, dans leur entourage ou dans les hôpitaux et les centres de santé, en ce qui

concerne leur santé. Ces médias sont plus abordables, plus faciles à utiliser que l'Internet, et diffusés dans tout le pays, contrairement à Internet.

Plus important encore, la télévision et la radio produisent du contenu qui est pertinent pour le public local. Le contenu local camerounais est progressivement mis en place: une observation empirique faite par l'équipe de recherche montre qu'un nombre croissant de médias camerounais disposent de sites Web et publient des informations relatives au Cameroun; Le Cameroun a maintenant une Association de Blogueurs, dont la plupart des membres sont basés au Cameroun et écrivent à propos du Cameroun. Les stations de télévision rendent leur contenu disponible en ligne aussi. Les organisations de la société civile liées aux droits des femmes sont également plus visibles en ligne: nous avons mentionné plus tôt le CEFEPROD et le Africa IT femmes dans le présent rapport.

Mais cette démarche n'est pas particulièrement encouragée ou soutenue par une politique nationale avec une stratégie précise sur la création de contenu local. Une étude récemment menée par des chercheurs de l'Université de Douala recommande que le gouvernement adopte un plan pour le développement du contenu local[27].

<u>En ce qui concerne leur vie privée, la sûreté et la sécurité en ligne:</u>

La protection de la vie privée en ligne n'est pas un sujet de préoccupation pour les femmes: pour seulement 2 pour cent d'entre elles, la raison la plus importante pour laquelle elles n'utilisent pas Internet est plus souvent parce qu'elles s'inquiètent de leur vie privée et de leur identité en ligne.

Néanmoins, comme dans le *monde matériel*, **les femmes souffrent davantage de la violence que les hommes**:

17 pour cent des femmes ont été victimes de menaces ou d'intimidation lors de l'utilisation d'un téléphone mobile et ou de l'Internet (pour 11 pour cent des hommes)

25 pour cent de ces femmes ont été victimes de menaces ou d'intimidation personnelle directe 10 fois ou plus lors de l'utilisation d'un mobile au cours des deux dernières années: **soit 8 fois plus que les hommes (seulement 3 pour cent de ceux qui ont été victimes de menaces ou d'intimidation personnelle l'ont été dix fois ou plus les dix dernières années lors de l'usage d'un mobile).**

Et Internet n'est pas un endroit plus sûr pour les femmes que le monde hors ligne: 64 pour cent des femmes qui ont connu des menaces l'ont fait plus de 10 fois au cours des deux dernières années en utilisant Internet, alors que 42 pour cent des hommes étaient dans la même situation. Les femmes le vivent le plus souvent par des appels / messages vocaux (65 pour cent) et un message texte / SMS (40 pour cent).

Il est frappant de constater que les femmes et les hommes qui sont victimes de menaces ou d'intimidation personnelle lorsqu'ils utilisent un téléphone mobile et / ou Internet ne font pas de rapport à la police (seulement 3 pour cent), mais se sont soit confrontés à l'auteur (36 pour cent des femmes), ou soit signalé à des amis et à la famille (40 pour cent des femmes).

La méfiance des femmes et des hommes pour la police et l'autorité judiciaire est consternante, du moins en ce qui concerne les infractions commises par les TIC. Cela est sans doute lié au fait que le pays n'a pas adopté

---

[27] Adoption et usage de l'internet au Cameroun : work in progress http://aercafricaevents.org/2014/Biannual_December/E/E3a percent20 percent20Adoption percent20et percent20usages percent20de percent20Linternet percent20au percent20Cameroun percent20(Novice percent20 percent20Patrick percent20Bakehe percent20and percent20Bertrand percent20Tamokwe percent20Piaptie.pdf

de textes spécifiques pour réprimer la plupart des menaces, l'intimidation et toute autre forme de violence via les TIC.

Étude de cas: le Code pénal et la Loi n°2010/012 sur la cybersécurité et la cybercriminalité sont tous deux utilisés pour lutter contre la violence et le harcèlement des femmes en ligne

Martine AHANDA est magistrate dans la région occidentale du Cameroun. S'exprimant devant l'équipe de recherche, elle explique que le Cameroun ne dispose pas de textes qui répriment spécifiquement la VBG et le harcèlement des femmes en ligne, mais que les juges utilisent l'article 74 de la loi 2010/012 qui protège la vie privée, et le Code Pénal existant ainsi que ses articles relatifs à l'insulte, au chantage et autres pour condamner les auteurs qui utilisent les TIC pour harceler ou commettre la violence contre les femmes.

Un article récent publié sur le site Web ICT Works souligne une étude de 2006 qui a prouvé que dans les salles de chat, les comptes avec des noms d'utilisateur féminins sont plus susceptibles d'encourir des messages sexuellement explicites ou menaçants[28]. Le Cameroun n'est probablement pas une exemption. L'adoption de textes juridiques spécifiques à la VBG (violence basée sur le genre) et le harcèlement des femmes à travers les TIC au Cameroun est essentiel et urgent.

Participation institutionnelle publique

Lorsqu'on lui a demandé si, en tant que présidente de l'Association des vendeurs de rue, madame Marie Mballa Biloa participe à la définition des politiques publiques, est-elle souvent consultée sur les lois à adopter qui sont liées à son secteur d'activité, elle répond clairement que non:

«Pour ma classe sociale, le processus d'élaboration des politiques publiques n'est pas inclusif. Nous aurions besoin de sponsoring pour ce faire [Note de la rédaction: sponsoriser signifie reconnu par le Gouvernement et par d'autres partenaires sociaux, et disposant d'un financement suffisant]. »

Au-delà de la question des parrainage et des classes sociales, est-ce parce qu'elles ne sont pas politiquement actives que les femmes de milieux urbains pauvres ne participent pas beaucoup aux politiques publiques et aux débats?

Les chiffres sont clairs: 69 pour cent des femmes interrogées n'ont pas assisté à une réunion communautaire pour discuter d'une question importante ou controversée au cours des six derniers mois; 84 pour cent des femmes n'ont pas contacté leur responsable local au cours des six derniers mois. 54 pour cent des femmes n'ont jamais rapporté ou exprimé leur opinion sur un service gouvernemental ne travaillant pas dans leur quartier. Quand elles l'ont fait, seulement 1 pour cent l'ont fait via les médias sociaux. La plupart de ces femmes l'ont déclaré à leur ami / famille, ou à leur voisin (respectivement 20 et 22 pour cent). Plus frappant encore, 67 pour cent des femmes n'ont jamais rapporté ou exprimé leur opinion sur la corruption, alors que seulement 43 pour cent des hommes étaient dans ce cas, et 21 pour cent l'ont déclaré à un ami ou une famille.

[28] Violences basées sur le genre 2.0: le déficit de sécurité numérique pour les femmes http://www.ictworks.org/2015/01/12/gender-violence-2- 0-the-digital-safety-gap-for-women/

Accès aux espaces associatifs et collectifs

La recherche indique que les femmes des zones urbaines pauvres ne font pas part publiquement de leurs opinions sur les débats politiques et sociaux; quand elles le font, c'est dans leur entourage direct, que ce soit à un ami, un membre de la famille ou un voisin.

En outre, les femmes sont très prudentes sur les débats sociaux et politiques: alors que 61 pour cent des femmes sont fortement d'accord pour que les gens aient le droit d'exprimer librement des opinions controversées, 30 pour cent approuvent fortement le fait que le gouvernement devrait être capable de censurer les contenus qu'il juge dangereux pour la société, 24 pour cent tendent à être d'accord.

Accès aux opportunités économiques

51 pour cent des femmes interrogées qui utilisent Internet pensent qu'Internet ne leur a pas du tout permis d'augmenter leurs revenus, alors que seulement 31 pour cent des hommes le pensent. Pour 27 pour cent des hommes Internet a aidé à augmenter leurs revenus, mais seulement pour 13 pour cent des femmes. Entre-temps, 74 pour cent des femmes qui utilisent Internet n'ont jamais utilisé Internet pour trouver un emploi, alors que 61 pour cent des hommes sont dans la même situation.

Conclusion: il apparaît clairement que l'Internet n'a pas permis l'autonomisation des femmes des zones urbaines pauvres au Cameroun. Leur utilisation d'Internet est principalement sociale (utilisée pour interagir avec de vieux et de nouveaux amis), et elles pensent que l'Internet est plus utile pour les aider sur le point de vue du développement personnel. Elles ne l'utilisent pas pour exprimer des opinions politiques, et sont même très prudentes à ce sujet. Elles n'utilisent pas Internet pour trouver des informations sur leurs droits et sur leur santé.

5. Politique de recommandations

Malgré les résultats impressionnants de l'Opération 100 000 femmes / Horizon 2012 dans la formation de plus de 100 000 femmes sur l'utilisation des TIC, des disparités profondes existent entre l'accès et l'utilisation d'Internet par les femmes et les hommes. Au niveau des politiques, ces disparités peuvent être liées à l'absence d'objectifs précis, clairs et réalisables dans la politique nationale des TIC sur le nombre de femmes qui devraient pouvoir accéder et utiliser l'Internet. Le ministère de la Femme et de la Famille ne dispose pas de moyens suffisants pour réduire l'écart numérique entre les sexes et il n'est pas certain que ce ministère ou le ministère des Postes et Télécommunications tiennent les responsabilités principales de la réduction de l'écart numérique entre les sexes. L'environnement juridique propice à l'utilisation des TIC par les femmes est faible, car aucune législation ne rend compte précisément du harcèlement et de la violence à l'égard des femmes à travers les TIC et Internet. L'abordabilité de l'Internet reste un problème au Cameroun, et de nombreuses femmes sont exclues de l'utilisation d'Internet parce qu'elles ne peuvent pas se le permettre, et pourtant les obligations de service universel ne comprennent pas les obligations liées au genre.

Enfin, le manque d'éducation, de formation et de sensibilisation à l'utilisation de l'internet, et les possibilités qui y existent, signifient que les femmes n'utilisent pas Internet parce qu'elles ne savent pas comment, elles n'ont pas la confiance en soi pour obtenir Impliqués dans le secteur des TIC, et ils ont une portée limitée de ce qu'ils pensent pouvoir faire avec les TIC sur le Web.

Sur la base de cette évaluation, nous recommandons que le Gouvernement camerounais prenne les mesures concrètes suivantes

1. Mettre en place des mesures pour identifier, analyser et mieux comprendre le phénomène de l'écart numérique entre les sexes au Cameroun grâce à la collecte régulière de données sur les TIC chez les hommes et les femmes.

2. Sur la base de la recherche fondée sur des données probantes, inclure dans ses objectifs de politique nationale sur les TIC des objectifs clairs et concrets liés à l'écart numérique entre les sexes, imposer des quotas sur le nombre de femmes qui devraient pouvoir accéder et utiliser Internet au cours des années suivantes et préciser quels ministères sont responsables de la réalisation de ces objectifs et de ces quotas.

3. Inclure dans sa politique nationale sur les TIC des moyens d'atteindre et de mesurer l'efficacité des politiques et des programmes liés à l'écart numérique entre les sexes, en veillant à ce que les ministères responsables disposent de moyens suffisants pour atteindre leurs objectifs.

4. Renforcer l'aptitude, par la formation et l'éducation, des ministères à promouvoir les enjeux des questions de genre dans les politiques relatives aux TIC.

5. Adopter ou mettre à jour la législation relative à la cybersécurité et à la cybercriminalité pour tenir compte du harcèlement et de la violence à l'égard des femmes à l'ère des TIC et d'Internet.

6. Poursuivre les efforts actuels en matière de formation pour réduire le fossé numérique entre les sexes, et approfondir les enseignements sur les diverses possibilités offertes par les TIC sur le Web en termes d'affaires, de développement personnel et de revendication des droits des femmes.

7. Adapter les efforts actuels en vue de réduire l'écart numérique entre les sexes en assurant un suivi des programmes de formation dispensés aux femmes sur l'accès et l'utilisation de l'Internet.

8. Imposer des obligations en matière de genre dans sa politique de service universel et encourager le secteur privé à offrir un accès à Internet abordable aux femmes.

9. Imposer à l'Autorité de régulation des Télécommunications la responsabilité de surveiller les obligations de service universel fondées sur le sexe imposées au secteur privé.

10. Soutenir les organisations de la société civile qui prennent des initiatives visant à réduire l'écart numérique entre les sexes; par exemple, en créant un programme de mentorat pour les femmes au sein des multiples centres de promotion des femmes qui sont diffusés dans tout le pays.

ANNEXE METHODOLOGIQUE

Co-rédigé par Daniel Cameron, Sidra Butt et Jennifer Keyes de Ipsos MORI et le personnel de la World Wide Web Foundation

Contexte

Cette recherche s'inscrit dans une étude de 10 pays sur la réduction de l'écart entre les sexes dans les données et l'élaboration des politiques: les TIC pour l'autonomisation des femmes et des filles financée par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement. L'étude a été gérée par la World Wide Web Foundation et réalisée en collaboration entre les organisations partenaires de WWWF, Ipsos MORI et WWWF situées dans chacun des 10 pays.

Aperçu de la méthodologie de l'enquête

La World Wide Web Foundation a chargé Ipsos MORI de mener un sondage en face-à-face en milieu urbain dans des villes de 10 pays. Le but de l'étude était de recueillir des données sur l'utilisation des TIC par les femmes et sur Internet. L'enquête a été menée dans les capitales ou dans les principaux pôles économiques de 10 pays. Villes incluses: Nairobi, Kampala, Yaoundé, Maputo, Lagos, le Grand Caire, Bogota, Jakarta, New Delhi et Manille.

Idéalement, des enquêtes représentatives au niveau national, ou au moins un échantillon également représentatif des zones rurales et des zones urbaines auraient été préférables. Toutefois, en raison des contraintes de temps et de ressources, les enquêtes ont été menées à l'aide d'échantillons de quota stratifiés afin de cibler une population démographique urbaine pauvre dans les capitales ou les villes clés.

Country	Fieldwork City	Data Collection Method
Cameroon	Yaoundé	CAPI
Colombia	Bogota	PAPI
Egypt	Greater Cairo	PAPI
India	New Delhi	CAPI
Indonesia	Jakarta	PAPI
Kenya	Nairobi	CAPI
Mozambique	Maputo	CAPI
Nigeria	Lagos	CAPI
Philippines	Manila	CAPI

Uganda	Kampala	CAPI

Un échantillon de 1000 entrevues en face-à-face a été mené à terme avec 250 hommes et 750 femmes vivant dans des zones urbaines pauvres. L'objectif de la collecte de données était sur les femmes, d'où le plus grand échantillon de femmes et un plus petit échantillon d'hommes. Ce dernier, quoique relativement petit, est utile à des fins de comparaison et fournit une indication de l'écart entre les sexes dans les TIC et l'utilisation d'Internet dans chaque ville.

Une combinaison d'entrevues personnelles assistées par ordinateur (CAPI) et d'entrevues personnelles assistées par papier (PAPI) a été faite pour recueillir les données de l'enquête.

La World Wide Web Foundation (WWWF) a rédigé l'enquête et a collaboré avec Ipsos MORI pour affiner et traduire le questionnaire et concevoir les cadres d'échantillonnage. Les partenaires du WWWF dans chaque pays ont mené des enquêtes pilotes avant le sondage complet afin d'affiner davantage le questionnaire final et de renforcer la mise en œuvre de l'enquête complète. Les bureaux de pays d'Ipsos MORI étaient chargés de la gestion globale de la collecte et du traitement des données.

Questionnaire

Le questionnaire portait sur les questions relatives à l'accès, à l'utilisation et à la valeur perçue de l'Internet et des TIC par les femmes et les hommes. Elle a également examiné spécifiquement les obstacles auxquels les femmes sont confrontées pour accéder à Internet, où et comment elles accèdent à l'information et à l'information publiques sur les droits des femmes (y compris l'information sur la santé sexuelle et les services de santé connexes). Le questionnaire portait également sur l'utilisation de l'Internet par les femmes pour l'éducation, l'emploi et l'activité politique, comme l'expression d'opinions et l'organisation collective de questions publiques. Le questionnaire portait également sur les expériences de harcèlement des femmes par téléphone mobile et sur Internet, sur les utilisations des médias sociaux et sur la valeur perçue du Web et de l'Internet dans la vie quotidienne.

Un questionnaire de base a été finalisé en anglais et a ensuite été traduit par chaque bureau de pays de Ipsos MORI dans la langue locale (voir liste ci-dessous). Les questionnaires traduits ont ensuite été vérifiés par un traducteur local et vérifiés en anglais. Les partenaires de la fondation World Wide Web Women's Rights ont également examiné, édité, traduit et approuvé les traductions du questionnaire.

Country	Language of Translation
Cameroon	French
Colombia	Spanish
Egypt	Arabic
India	Hindi
Indonesia	Indonesian

Kenya	Swahili
Mozambique	Portuguese
Nigeria	English
Philippines	Tagalog
Uganda	Luganda

Les derniers questionnaires ont été envoyés aux équipes de scripting CAPI basées à Nairobi au Kenya pour être programmées à l'aide de l'application Survey To Go / Dooblo qui utilise le logiciel Dimensions.

Les liens de langue locale ont été testés par les équipes de recherche de Ipsos MORI pour s'assurer que le questionnaire avait été correctement programmé, y compris les contrôles logiques intégrés pour éviter les erreurs de données et pour minimiser le nettoyage des données à la fin du travail de terrain. Le processus d'essai a fait l'objet de plusieurs cycles de vérification des erreurs pour s'assurer que la structure et le contenu des demandes d'enquête pour tous les pays étaient standards.

Code de déontologie

En tant que société de recherche sociale et de marché, Ipsos MORI respecte le Code ICC/ ESOMAR sur la recherche sociale et le marché. ESOMAR est l'organisation mondiale pour la recherche sur le marché et la recherche sociale.
Les services de marché et de recherche sociale d'Ipsos MORI répondent aux exigences de la norme internationale; ISO 9001:2008, la norme internationale pour les systèmes de gestion de la qualité; ISO 20252:2006, la norme international pour les recherches sur le marché, qui intègre le programme de contrôle de la qualité de l'intervieweur; ISO 27001:2005, la norme internationale pour les systèmes de gestion de la sécurité de l'information.

Ipsos MORI et tous les partenaires de terrain de ce projet sont conformes au Code international de marketing et de recherche sociale d'ESOMAR. La recherche a été menée conformément au Code international de marketing et de recherche sociale ICC / ESOMAR.

Consentement éclairé

Le questionnaire obligeait les agents de terrain à obtenir un consentement verbal éclairé avant d'effectuer toute entrevue. Les participants à la recherche ont reçu un aperçu verbal et écrit de l'objectif, des buts et des objectifs de l'étude, en s'assurant qu'ils ont été choisis au hasard. Les participants à la recherche ont été assurés de leur anonymat et de leur intimité en complétant le sondage. Tout participant qui a refusé de donner son consentement verbal pour participer à l'enquête n'a pas été interviewé.

Essai pilote de l'enquête
Une phase pilote a été menée entre le 28 avril et le 9 mai pour tester le questionnaire dans tous les pays, à l'exception de l'Egypte où l'enquête a été pilotée entre le 10 et le 11 juin 2015.

Le projet pilote en Égypte a été légèrement retardé en raison du temps nécessaire à l'approbation par le gouvernement du questionnaire et de l'étude, comme l'exige l'Agence centrale de mobilisation et de statistiques publiques (CAPMAS).

Dans tous les cas, le projet pilote a été mené par les partenaires nationaux de la World Wide Web Foundation dans les pays respectifs (voir liste ci-dessous). La feedback pilote a ensuite été utilisé pour apporter des révisions afin d'améliorer le libellé de la question, la traduction de certaines questions et le flux du questionnaire.

Country	Fieldwork City	Pilot conducted by Partner Organisation
Cameroon	Yaoundé	I-Vission International
Colombia	Bogota	Fundación Karisma
Egypt	Greater Cairo	Tadween Gender Research Centre/HarassMap
India	New Delhi	IT for Change and Centre for Advocacy and Research (CFAR)
Indonesia	Jakarta	ICT Watch
Kenya	Nairobi	International Association of Women in Radio and Television
Mozambique	Maputo	Science Innovation Information and Communication Technology Research Institute (SIITRI)
Nigeria	Lagos	Paradigm Initiative Nigeria
Philippines	Manila	Foundation for Media Alternatives
Uganda	Kampala	Women of Uganda Network (WOUGNET)

Sampling Frameworks

List of Areas Sampled

Region	Sublocation
	Total
Yaounde 1	Etoua meki
	Bata nlongkak
	Emana
	Ntongolo

	Abatoir
	Manguier
	Elig edzoa
	Mokolo
	Carriere
	Madagascar
	Nkonkana
	Briqueterie
	Tsinga elobi
Yaounde 2	Oliga (jeanvesparc)
	Ngoa ekele
	Olezoa
	Efoulan
	Nsam
	Obobogo
Yaounde 3	Nsam efoulan
	Mimboman 1
	Mimboman 2
	Mimboman 3
	Mimboman 4
	Emombo
	Nkol ndongo
	Biteng
	Etam bafia
	Ekounou
	Anguissa
	Mvan
	Ekoundoum
Yaounde 4	Mvog mbi
	Mvog ada
	Nkolmesseng
	Monbelinga
Yaounde 5	Eleveur
Yaounde 6	Melen
	Etoug ebe
	Mvog betsi
	Obili

	Mini ferme
	Elig effa
Yaounde 7	Etetak
	Oyomabang
	Nkolbissong

La taille de l'échantillon ciblé était de 1000 répondants, dont un quota prédéterminé de 750 femmes et 250 hommes dans les zones urbaines pauvres dans dix capitales ou villes principales. Le groupe d'âge visé était de 18 à 60 ans, ce qui comprenait des quotas attribués par tranche d'âge spécifique, en grande partie conformes aux modèles démographiques des pays où les statistiques nationales le permettaient.

Final sample size

Total	1054
Men	275
Women	779

Les données suivantes ont été recueillies et organisées pour chaque plan d'échantillonnage par pays:

- Densité de la population de la ville d'échantillonnage (urbaine seulement) pour la population âgée de 18 à 60 ans seulement
- La densité de la population était organisée selon l'âge et le sexe (le cas échéant)
- Liste des zones d'échantillonnage admissibles (bidonvilles/établissements informels)
- Estimation de la densité de la population de chaque région (si disponible pour les âges de 18 à 60 ans)
- Cartes montrant les contours/frontières des zones d'échantillonnage et mettant en évidence les repères clés dans chaque zone d'échantillonnage

Les données sur la population ont été recueillies auprès de sources publiquement disponibles et de préférence du dernier recensement national dans chaque pays. Les sources de données pour les quotas dans chaque ville sont listées ci-dessous en référence.

Population Data Sources for each country

Country	Data Source
Colombia	2013 - Dane Bogotá D.C.: Pobreza Monetaria Comunicado de prensa.
Cameroon	2005 - Source BUCREB: Data from RGPH - Yaoundé Urban Council
Egypt	2006 - Central Agency for Public Mobilization and Statistics (CAPMAS) National Census

India	2011 - National Census - The Registrar General & Census Commissioner, India
Indonesia	2010 - National Census - Central Bureau of Statistics
Kenya	2009 - Census data - Kenya National Bureau of Statistics
Mozambique	2007 - Instituto Nacional De Estatistica – Moçambique, Census Data
Nigeria	2006 - National Bureau of Statistics /National Population Commission (NPC)
Philippines	2010 - National Statistics Office (NSO) - Census Data
Uganda	2014 National Slum Dwellers Federation Of Uganda, Slum Profiles In Kampala

Dans les pays suivants, l'information sur la population n'était disponible qu'à une échelle ville-région et non à une échelle de sous-localisation:
1. **Cameroun** - la ville de Yaoundé divisée en sept régions; Yaoundé des sections une à sept et ensuite en grappes prédéfinies.
2. **Egypte** - la ville du Caire divisée en 14 régions ainsi qu'en en sous-emplacements.
3. **Inde** - État de Delhi défini géographiquement en cinq districts / régions: Centrale, Nord, Sud, Est et Ouest de Delhi, puis divisé en sous-emplacements.
4. **Indonésie** - ville de Jakarta définie géographiquement en cinq régions: Centrale, Nord, Sud, Est et Ouest de Jakarta. Chaque région est divisée en districts et ensuite en villages et quartiers, connus sous le nom de Rukun Tetangga (RT) et Rukun Warga (RW).
5. **Nigeria** - ville de Lagos divisée en 6 régions et 9 sous-lieux supplémentaires. Des grappes ont été créés dans chaque sous-emplacements.

Les quotas pour ces villes ont été attribués proportionnellement à la densité de la population au plus basse échelle géographique disponible. Ces quotas ont ensuite été répartis également entre les sous-emplacements de chaque région.

Pour toutes les autres villes, Bogota, Kampala, Manille, Maputo et Nairobi, des données sur la population étaient disponibles pour les sous-emplacements et des quotas ont été conçus en fonction de ce niveau.

Étapes d'échantillonnage

Étape 1
- Les bureaux extérieurs ont dressé une liste de **TOUTES** les zones urbaines défavorisées (logements précaires / bâtiments informels) dans les limites de la capitale.
- Toutes les zones énumérées répondent aux critères des quartiers urbains pauvres où la majorité de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.
- Les zones classées comme dangereuses ou difficiles d'accès ont été exclues du listage.
- Dans la mesure du possible, chaque bureau de terrain a fourni la densité de la population pour chaque zone d'échantillonnage, classée par région ou district de la ville et ensuite par sous-emplacement.

Étape 2

- Les quotas ont été calculés et attribués proportionnellement à la population applicable pour les régions d'échantillonnage et les sous-emplacements (si disponibles) selon l'âge et le sexe. Les quotas ont également été attribués en fonction des renseignements disponibles sur le profil de la population.

Étape 3

- À l'aide de Google Maps et/ou de cartes facilement accessibles, les limites de chaque zone d'échantillonnage ont été mises en évidence
- Dans les pays où les cartes n'étaient pas disponibles, les équipes au sol ont inspecté les zones d'échantillonnage et, avec l'aide des responsables administratifs locaux, ont marqué des repères pour identifier les limites des zones d'échantillonnage.
- Le superviseur et les gérants du terrain ont ensuite assigné à leur équipe des zones d'échantillonnage en fonction de l'échantillon et des quotas d'échantillon nécessaires pour chaque zone.
- Le superviseur et les gérants du terrain ont attribué à chaque équipe des points de départ dans les zones/grappes d'échantillonnage. Celles-ci étaient réparties sur la zone d'échantillonnage et attribuées à chaque intervieweur.

Étape 4

- Dans les zones densément peuplées, après chaque entrevue réussie, il a été demandé aux intervieweurs de passer quatre foyers et de trouver une entrevue toutes les cinq maisons. Dans les cas où ils n'ont pas réussi à obtenir une entrevue, ils sont allés à l'intervalle du ménage suivant jusqu'à ce qu'ils réussissent.
- Dans un ménage où un intervieweur a trouvé plus d'une personne admissible et désireuse de participer à l'étude, l'intervieweur a utilisé la «règle de l'anniversaire» et a interviewé l'homme ou la femme dont l'anniversaire avait eu lieu plus récemment.
- Le nombre d'interviews réalisées autour de chaque point de départ n'a jamais été supérieur à 20.
- Les détails de la région d'échantillonnage, du sous-emplacement, du point de départ / repère, etc. ont été enregistrés pour chaque entrevue.

Échantillonnage par quotas

L'un des principaux objectifs de l'étude était de fournir des données quantitatives de haute qualité, largement représentatives de la population ciblée dans les dix villes sélectionnées pour l'inclusion dans l'étude. L'échantillonnage de quotas est une méthode d'échantillonnage non aléatoire et comporte un quota fixe d'entretiens (à l'intérieur de chaque point d'échantillonnage[29]) sur des variables telles que l'âge et le sexe afin de s'assurer que l'échantillon est largement représentatif de la population d'intérêt. Ces quotas sont basés sur le profil démographique le plus à jour de la population dans chacune des villes. Des unités d'échantillonnage individuelles (ménages) ont été sélectionnées au hasard dans les zones urbaines pauvres prédéterminées de chaque ville.

[29] Le «point d'échantillonnage» est un domaine clairement défini, spécifique et unique que l'intervieweur va chercher à atteindre par un nombre fixe d'entretiens. Chacun pourrait être une ville, un village, un quartier dans une ville, une rue, etc.

Dans le cadre du sondage, les intervieweurs ont posé aux enquêtés potentiels une série de questions de sélection démographique afin de déterminer s'ils correspondent au profil avant de poursuivre l'enquête principale. Déterminer l'échantillon de cette manière signifie qu'il n'est pas possible de calculer les probabilités de sélection, comme ce serait le cas dans une approche d'échantillonnage aléatoire probabiliste. Pour réduire le biais de sélection des intervieweurs et augmenter le caractère aléatoire de la sélection, les intervieweurs reçoivent généralement un ensemble d'instructions à suivre lors du choix des ménages, par exemple pour suivre un itinéraire particulier ou sauter un certain nombre de ménages après avoir réussi une entrevue.

Pour cette enquête, l'échantillonnage par quotas a été identifié comme la méthode de sondage privilégiée compte tenu de la difficulté d'obtenir une base de sondage complète et en raison des contraintes de temps et de budget.

Enquête sur le terrain

Formation et instructions de l'enquêteur

Avant le travail de terrain dans les pays, les membres de l'équipe centrale du projet Ipsos MORI ont tenu des réunions téléphoniques avec les chefs de projet dans chacun des bureaux de pays, en collaboration avec l'équipe du projet de la World Wide Web Foundation. Les briefings téléphoniques se sont déroulés du 22 au 28 avril 2015.

Les séances d'information sur le pays ont duré de deux à trois jours et ont consisté en des sessions de formation intensive, organisées au niveau central, habituellement dans les bureaux de l'agence de recherche. Les sessions de formation dans tous les pays (à l'exception du Nigeria et de l'Égypte) ont commencé la semaine commençant le 4 mai 2015. La formation au Nigeria a eu lieu dans la semaine commençant le 11 mai 2015 et la formation en Egypte a commencé le 10 juin 2015.

Les formations ont été facilitées par les responsables de terrain, les coordinateurs de terrain et les partenaires de la Fondation World Wide Web auprès d'organisations locales de chaque pays. Après la séance de formation du questionnaire, un pilote d'une demi-journée a été complété. Les entrevues avec les pilotes ont été examinées par le gestionnaire de terrain, le gestionnaire de données et les superviseurs, ainsi que les intervieweurs de terrain, et toutes les questions ont été soulevées et discutées lors des séances individuelles avec les intervieweurs.

Analyse des équipes de terrain

L'équipe de terrain était majoritairement constituée d'enquêtrices en raison de l'importance des femmes s'entretenant avec des femmes et des hommes s'entretenant avec des hommes (critères d'appariement des sexes). Le nombre d'enquêteurs dans chaque pays se situait entre 10 et 25 au total.

Pour se conformer aux critères d'entrevue de l'égalité des sexes, les interviewées ont été sélectionnées au hasard parmi toutes les participantes du ménage, tandis que les hommes ont été choisis au hasard parmi tous les participants masculins du ménage. Toutes les sections du questionnaire ont été demandées à chaque participant, selon le cas.

Dates des enquêtes sur le terrain

Le travail sur le terrain a été achevé sur une période de quatre semaines entre le 11 mai et le 8 juin, à l'exception de l'Égypte où le travail de terrain a eu lieu entre le 10 et le 28 août. La raison du retard en Egypte a été qu'après avoir obtenu l'autorisation officielle en juin de CAPMAS pour mener

l'enquête, le travail sur le terrain a dû être reporté à plus tard après le Ramadan et les vacances de l'Aid.

Durée de l'entrevue

La version anglaise du questionnaire a été testée et elle a duré environ 25 à 30 minutes. Les versions traduites des questionnaires ont duré de 30 à 35 minutes en moyenne.

Substitution et remplacement des unités d'échantillonnage

Les agences de terrain n'étaient pas autorisées à substituer ou à remplacer une région ou un sous-site par une autre que celles énumérées et approuvées dans les plans d'échantillonnage. Toute demande de substitution a été soumise au gestionnaire de projet et a ensuite été évaluée en vue du remplacement.

Par exemple, à Nairobi (Kenya), l'équipe s'est rendue dans l'un des sous-sites de la région de Kibera, Olympic. Cependant, à leur arrivée, ils ont découvert que la zone ne correspondait pas aux critères d'une zone urbaine pauvre et qu'elle était trop petite pour couvrir l'échantillon. Après des discussions avec le chef de projet, l'approbation a été donnée pour remplacer Olympic et transférer l'échantillon au sous-emplacement de Gatwikira.

Toutes les autres unités d'échantillonnage qui ont été identifiées pour cette enquête ont été atteintes avec succès et les entrevues ont été effectuées selon les quotas cibles / assignés.

Défis et limites des travaux sur le terrain

Malgré le succès du travail de terrain, les défis suivants ont été rencontrés au cours du processus de collecte des données:

- **Sûreté et sécurité** - Plusieurs intervieweurs ont exprimé des inquiétudes quant à leur sécurité personnelle tout en menant des travaux de terrain dans les bidonvilles. Il y avait plusieurs incidents où les participants étaient sévères et peu accueillants envers les intervieweurs. Cela peut être largement attribué aux préoccupations concernant la sécurité dans les zones où l'insécurité est élevée et les «étrangers» sont considérés avec suspicion.

- **Environnement** - Au Kenya et en Ouganda, le travail sur le terrain a été affecté par de fortes pluies qui ont rendu difficile l'accès aux bidonvilles. À New Delhi, la période de travail sur le terrain a été interrompue en raison d'une vague de chaleur qui a rendu extrêmement difficile le voyage et le travail sur le terrain. Au Nigéria, une grave pénurie de carburant a entravé et retardé le travail sur le terrain d'une semaine.
- **Refus** - Il y avait des cas où les participants, tant potentiels que réels, réclamaient des récompenses pour participer (il n'en était d'ailleurs proposé aucun). La plupart d'entre eux ont cependant accepté de continuer sans et il y avait seulement quelques cas où les participants ont refusé d'être interrogés sur la base que des récompenses n'étaient pas offertes.
- **Travail de terrain en Egypte** - Le gouvernement égyptien a besoin de permis d'études pour effectuer des travaux de terrain en Egypte. Le processus d'obtention des autorisations a entraîné des retards initiaux dans la chronologie de l'étude pour l'Égypte. Nous avons également été invités à supprimer ou à modifier (par exemple reformuler) les parties suivantes du questionnaire pour obtenir une approbation qui a influencé la comparabilité de ces questions d'enquête entre les pays:

- Le titre de l'enquête intitulé «Enquête sur l'autonomisation des femmes par Internet» (modifié pour «Enquête sur l'utilisation d'Internet»)
- L'option de sélectionner «Personnel militaire» dans la question «type d'emploi» (supprimé)
- Questionnaire sur la valeur personnelle de l'Internet pour pratiquer la religion (supprimé)
- Questionnaire sur les endroits où les gens ont cherché de l'information sur l'abus de drogues et d'alcool (supprimé)
- Question sur l'endroit où les gens sont allés pour dénoncer la corruption (supprimé)
- Questions sur l'opinion des gens au sujet de la réglementation gouvernementale des médias (supprimée)[30] et sur la liberté des médias (reformulée de «les médias devraient avoir le droit de publier des opinions et des idées sans que le gouvernement n'interfère» à «les médias devraient avoir le droit de publier des opinions et des idées»)
- Référence au terme «sexuel» en termes de harcèlement sexuel (traduit comme terme familier pour «harcèlement» qui est généralement compris comme incluant le harcèlement sexuel)

Contrôle de la qualité de l'enquête

Contrôle du terrain

Des mesures de contrôle de la qualité ont été mises en œuvre et incluaient des rappels téléphoniques, en plus des contrôles physiques de certains participants afin de valider certaines de leurs réponses. Les contrôles téléphoniques et physiques ont été fait aléatoirement, sans avis préalable de l'intervieweur. On a demandé aux participants le sexe de l'intervieweur qui les a visités, la durée de l'entrevue, le sujet de l'enquête ainsi que quelques questions principales du questionnaire. Des renseignements sur le dépistage des participants ont également été demandés. En moyenne, entre 10 et 30 pour cent des participants ont été contactés par téléphone, tandis qu'un minimum de 5 pour cent des participants ont été contactés par des contrôles physiques.

Les bureaux extérieurs de pays étaient tenus de faire un minimum de 10 pour cent de contrôles de retour, mais un grand nombre de participants étaient souvent inaccessibles aux contrôles de sécurité téléphoniques. Cela est dû à la mauvaise couverture du réseau ou à l'indisponibilité d'un numéro de téléphone fonctionnel, entre autres raisons. Pour y remédier, les contrôles téléphoniques étaient souvent complétés par des visites encadrées par le superviseur et des visites de retour sur le terrain.

Données et validation des contrôles

Au cours du travail sur le terrain, les superviseurs de terrain ont souvent téléchargé et vérifié des données pour s'assurer que toute erreurs ou requêtes puissent être signalées tôt. Les données ont été reçues en temps réel lorsque les périphériques CAPI ont été configurés pour être synchronisés automatiquement. Les données ont ensuite été téléchargées dans les bureaux de pays et vérifiées pour l'exhaustivité et la validité.

Les contrôles suivants ont également été mis en œuvre pour assurer la qualité:

- **Services de localisation GPS** - ceci a été enregistré à l'aide des périphériques CAPI dans certains pays. Les contrôleurs arrière ont pu télécharger les données recueillies et vérifier que les enquêteurs se trouvent effectivement dans les zones d'échantillonnage requises, ainsi que de tracer les itinéraires qu'ils ont suivi.
- **Longueur de l'entretien** - les dispositifs de collecte de données enregistrent le début et l'arrêt de chaque questionnaire, en vérifiant la longueur du questionnaire. Il s'agit d'une partie importante

[30] Question d'enquête Q25-D «Le gouvernement devrait avoir le droit d'empêcher les médias de publier des choses qu'il considère comme nocives pour la société.»

des contrôles de qualité pour identifier les valeurs aberrantes et les enquêtes qui devraient être validées davantage.

Les entretiens et les cas jugés non conformes aux contrôles de qualité ont été retirés des données; Certaines questions ont été appuyées par des vérifications téléphoniques et des vérifications sur place.

Traitement de l'information

Une fois les vérifications effectuées sur le terrain, les données ont été récupérées et téléchargées pour tous les pays et reformatées pour s'assurer que la structure des données pour tous les pays était la même. Il s'agissait d'assurer la comparabilité entre tous les pays.

L'équipe de traitement des données d'Ipsos MORI a ensuite travaillé sur l'étiquetage et le traitement des données avant de compiler des tableaux de données avec les variables clés dans tous les pays. Les variables pour les tableaux de données incluent:

- le genre
- l'âge
- l'usage d'internet
- l'éducation
- le statut marital
- le statut d'emploi
- la possession d'un téléphone mobile personnel
- l'accès à un téléphone mobile
- le revenu / niveau de pauvreté (comprend: revenu primaire, électricité disponible, type de carburant pour la cuisine, propriété d'un mode de transport, type de sol dans la maison, type de toit dans la maison)

Les tableaux de données ont été construits en format Excel. L'ensemble des données fusionnées contenant les données pour tous les pays a été structuré en format SPSS pour une analyse supplémentaire par l'équipe de statistiques de la World Wide Web Foundation. Les résultats complets de chaque pays sont disponibles sur le site Web de la World Wide Web Foundation.

Méthodologie de la recherche qualitative

En plus de notre étude sur 10 pays, les organismes partenaires de Women's Rights Online ont conçu et mené des recherches qualitatives comprenant des entrevues avec des informateurs clés, des groupes de discussion et des études de cas fondés sur des problèmes.

Entre autres, la recherche qualitative visait à:

a) compléter les données de l'enquête par des techniques narratives et ethnographiques,
b) approfondir les thèmes spécifiques identifiés comme prioritaires par les pays partenaires,
c) donner un aperçu plus personnel des enjeux stratégiques prioritaires des droits des femmes en ligne.

Quelques hypothèses de base

- Les données sur la population utilisées dans les cadres d'échantillonnage sont correctes selon le recensement de la population le plus récent de chaque pays
- Les zones urbaines pauvres sont correctement identifiées en fonction du recensement local et des connaissances locales

Limites de l’étude

- L'étude n'est pas entièrement représentative des populations masculines ou féminines au niveau national:
  - L'étude exclut les populations rurales
  - L'étude excluait les groupes à revenu moyen et supérieur
  - La taille de l'échantillon des hommes interrogés était relativement faible par rapport à la taille de l'échantillon des femmes interrogées, ce qui signifie, entre autres, que la marge d'erreur pour les résultats pour les hommes interrogés est plus importante que pour les femmes.
- Pour plusieurs questions d'enquête, les options de réponse ont généré un petit nombre de répondants. Nous avons été prudents dans l'analyse des réponses qui ont généré moins de 50 répondants au total et nous avons considéré que tout échantillon inférieur à 50 était trop petit pour tirer des conclusions claires.